

INpreCOR

Numéro 307 du 20 avril au 3 mai 1990 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB



YOUGOSLAVIE
La poudrière
du Kosovo

URSS

Eclatement du PCUS ?

NICARAGUA

La Contra veille

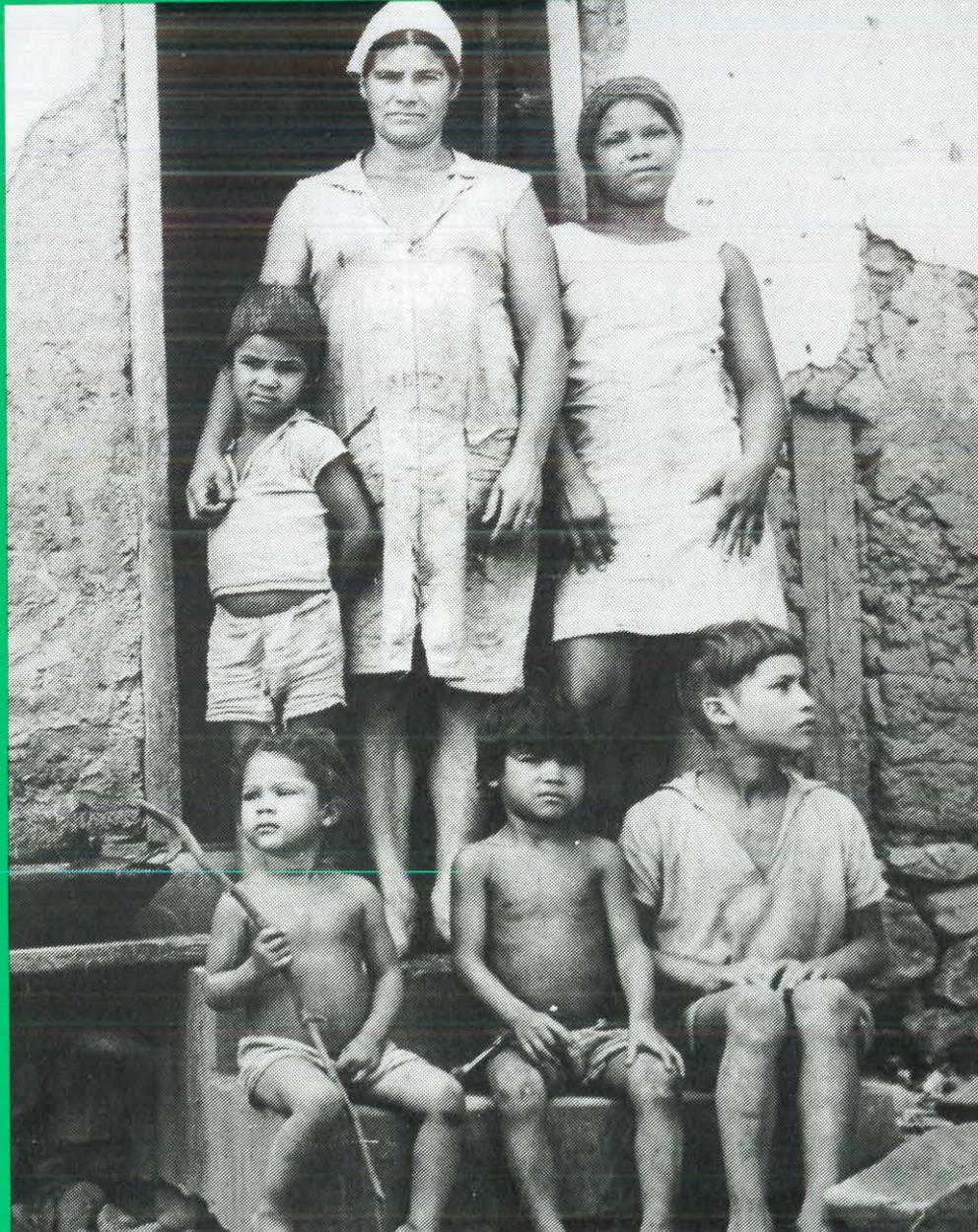
KURDISTAN

L'intifada kurde

CAMBODGE

La paix
introuvable

BRESIL Le plan Collor



**SOMMAIRE DU NUMERO 307
du 20 avril au 3 mai 1990**

3

YOUgoslavIE

Le conflit serbo-albanais
Nina JERKIC et Jean ZUNDEL

5

La poudrière du Kosovo
Interview de Veton SURROI

9

UNION SOVIETIQUE

Vers l'éclatement du PCUS ?
Interview de Mikhaïl MALIOUTINE

12

NICARAGUA

La Contra veille
Cecilia GARMENDIA

14

BRESIL

Le plan Collor
Eduardo ALBUQUERQUE

16

Les réponses du PT
DOCUMENT

18

SYRIE

Un régime isolé
Samir LADKANI

20

KURDISTAN

Créer deux, trois... plusieurs intifada !
Fuat ORÇUN

23

CAMBODGE

Le champ de bataille des négociations
Pierre ROUSSET

27

Nouvelles du Monde

FRANCE : Vent d'Est

URSS : A propos de Dieu

RFA : Colloque international sur Léon Trotsky

EL SALVADOR : La barbarie en toute impunité

ETAT ESPAGNOL : Andreu Nin

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

140 nouveaux abonnés !

Tel est le résultat du premier bilan de notre campagne d'abonnements : 140 nouveaux abonnés individuels depuis le numéro 300 de janvier 1990. Avec les 136 nouveaux abonnés que nous avait apportés le vent d'Est entre mai et décembre 1989, auxquels s'ajoutent les 78 nouveaux abonnés par envois groupés, nous avons donc gagné 354 nouveaux lecteurs réguliers en une année, sans parler de l'augmentation de la diffusion au numéro.

C'est, bien entendu, un résultat très encourageant et nous remercions tous nos (anciens et nouveaux) lecteurs pour l'effort accompli... Mais il faut continuer, car la campagne d'abonnements se poursuit jusqu'à début juin. Continuez donc à nous envoyer les adresses des personnes de votre entourage qui seraient susceptibles d'être intéressées par *InpreCOR* : nous leur enverrons deux numéros gratuitement, avant de leur proposer un abonnement au tarif promotionnel de 250 FF pour un an (au lieu de 280 FF). Et n'oubliez pas de recontacter ces personnes, pour leur demander si elles ont apprécié *InpreCOR* et si elles souhaitent s'abonner. N'hésitez pas à nous faire part de leurs remarques.

La promotion spéciale (6 mois à 100 FF au lieu de 140 FF) pour les jeunes de moins de 25 ans et les chômeurs se poursuivra quant à elle, au-delà de la campagne.

Nous rappelons aussi que l'index des 15 ans d'*InpreCOR* et la collection de 1989 sont disponibles aux prix de, respectivement, 20 FF (+ 5 FF pour frais d'envoi) et 150 FF (+ 15 FF pour frais d'envoi) en nous écrivant à : *InpreCOR*, 2 rue Richard Lenoir, 93 108 Montreuil, France.

Ceci dit, dépêchez-vous de vous abonner ou de vous ré-abonner, car malheureusement, il est fort probable qu'en septembre prochain, nous soyons obligés de faire un léger réajustement de nos tarifs d'abonnement en raison de l'augmentation des tarifs postaux et des frais d'impression.

Alors, abonnez-vous, ré-abonnez-vous, vous verrez du pays !

La rédaction

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél: 48.59.00.80

Directeur de publication :
Christian Lamotte.
Commission paritaire numéro
59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél: 45.32.06.23

ABONNEMENT (24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord,
Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *InpreCOR*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal
numéro 2.322.42 T Paris

Abonnement promotionnel (250 FF, un an)

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois)

Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits)

Réabonnement

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Le conflit serbo-albanais

La coalition Demos (chrétiens-démocrates, démocrates sociaux, Alliance paysanne et Verts), est arrivée en tête aux élections à la chambre socio-politique du Parlement slovène, du 10 avril dernier, avec 55% des voix. La Ligue des communistes-Parti du renouveau démocratique (LC-PRD, ex-Ligue des communistes slovènes, LCS, depuis sa rupture, en février dernier, avec la Ligue des communistes yougoslaves, LCY), n'a quant à lui obtenu que 17% des voix. Milan Kucan, ancien président de la LCS, est arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle. Mais malgré ses 44%, il n'est pas certain de pouvoir l'emporter au second tour, le 22 avril, face à Jozef Pucnik, candidat de Demos, qui pourra peut-être ajouter à ses 26,6%, les voix des deux autres candidats. Les poursuites intentées par l'Armée yougoslave contre Pucnik, pour « offense à l'Armée », ainsi que la répression au Kosovo et suivi par la démission des sept ministres d'origine albanaise, dont le Premier ministre Jusuf Zejnullahu, du gouvernement régional font peser de lourdes menaces sur le processus de démocratisation en Yougoslavie.

Nina JERKIC- Jean ZUNDEL



L'AGENCE de presse yougoslave *Tanjug* était la première à donner des informations sur de prétendus événements insurrectionnels en Albanie. Selon *Tanjug*, les affrontements entre la police albanaise et les manifestants auraient été sanglants, et suivis de persécutions.

Devenir le "parrain médiatique" d'une éventuelle libération du peuple albanais se révélerait, en effet, d'une utilité extrême pour redorer le blason du régime yougoslave qui voudrait faire oublier pour l'occasion la situation dramatique du Kosovo, où la majorité de la population est de souche albanaise (1). La répression qui sévit depuis dix ans dans cette province peuplée à 90% d'Albanais ne fait certes pas l'objet d'une si aimable publicité de la part des organes de presse officiels qui ont passé sous silence le premier anniversaire de l'instauration de l'état d'urgence, décrété en février 1989 après la grève des mineurs de Trepcja (2).

Cet anniversaire a donné lieu à des manifestations, des grèves et à une montée en flèche de la répression (voir l'interview de V. Surroi, p. 5). Les affrontements entre la police et les Albanais sont

devenus quasi quotidiens. Selon un rapport d'*Amnesty International*, un demi-million d'Albanais sont passés par les mains de la police spéciale ; les tortures sont monnaie courante. Il faut rappeler que la Yougoslavie n'a pas signé la Convention internationale contre la torture dans les prisons.

Dans le cas du conflit serbo-albanais, il s'agit avant tout d'une question symbolique : en 1389, les Serbes sont écrasés aux Champs du Kosovo par l'armée turque. Cette défaite sonne le glas d'un royaume indépendant, et le Kosovo devient alors le cœur de la nation serbe. Actuellement, le taux de natalité des Albanais dépasse de loin celui des Serbes, et ces derniers ont le sentiment de se faire de nouveau déposséder de leur symbole historique par des étrangers ou, pire encore, par des citoyens de troisième ordre. Or, il se trouve que les Albanais résident dans cette région depuis plusieurs milliers d'années ; leur langue n'est même pas indo-européenne.

Les Slaves, eux, arrivent dans les Balkans vers le VI^e siècle, au moment des grandes invasions.

La fin de la Seconde Guerre mondiale ne donne aucun droit réel aux Albanais en Yougoslavie. Ce n'est qu'en 1974 que la nouvelle Constitution leur accorde des droits minimes, à savoir l'albanisation des écoles et des universités. Mais les manifestations qui se déroulent en 1981, induisent la fameuse thèse du complot



"contre-révolutionnaire", et les Albanais sont réduits au rang de citoyens de seconde zone. En l'absence d'informations confirmées, on ignore presque tout de ce problème pendant longtemps.

En fait, le problème yougoslave date de la création du pays, en 1918. Il s'agissait alors de démembrer l'empire austro-hongrois, et de réunir des peuples turbulents et mal connus dans une même entité, plus facilement contrôlable. Cette vision d'un "Pays des Slaves du Sud" était née (dès la fin du XIX^e siècle) chez certains intellectuels (Pribicevic, Supilo), soucieux de proposer une alternative aux siècles passés sous les dominations autrichiennes, hongroises et turques. C'était brader une myriade d'autres peuples présents dans la région : Bulgares, Turcs, Hongrois, Albanais, Roumains, Tziganes etc., qui ne pouvaient imposer une aussi forte identité culturelle. C'était également négliger un passé de domination coloniale différent pour chaque peuple slave : l'Autriche pour la Slovénie, la Hongrie pour la Croatie et l'Empire ottoman pour la Serbie. Malgré une résistance culturelle permanente, les divers occupants ont laissé des traces durables dans les mentalités, réduisant ainsi les possibilités de dialogue et ouvrant la voie à un racisme latent.

Suspicion mutuelle

Cette incompréhension généralisée conduira les Slovènes à considérer que tout ce qui se trouve au-delà de Zagreb vaut moins que rien, les Croates à tenir les Slovènes pour des snobs prétentieux et à se hérissier quand ils entendent parler de "serbo-croate" (il ne faut pas "mélanger les torchons et les serviettes"...), et les Serbes à se méfier des "séparatistes bourgeois du nord". Quant au reste, une dénomination bien pratique, "nationalités musulmanes", sert de fourre-tout pour qualifier les divers peuples non-slaves de tradition islamique. Une telle classifica-

1) Peuplé à 90% d'Albanais, le Kosovo abrite aussi des Serbes et des Monténégrins. Le Kosovo était une province autonome, rattachée à la République de Serbie. Cette autonomie a été largement supprimée en mars 1989 (voir *Inprecor* numéro 283, du 6 mars 1989).

2) Voir *Inprecor* numéro 285 du 3 avril 1989.

tion permet de passer outre les particularités de chaque communauté et de rejeter le tout dans l'obscurité d'une ignorance tranquille. L'exception qui confirme la règle, l'union entre Slovènes et Albanais, inimaginable il y a seulement cinq ans, est le fruit de la haine contre l'ennemi commun. C'est grâce à la revue slovène *Mladina* que les événements du Kosovo trouvent un écho à l'extérieur de la province.

Les ambitions de Milosevic

Ce n'est pas un hasard si ce conflit éclate maintenant. Ces nationalismes exacerbés puisent leur force dans une crise économique majeure, due à un système de corruption pratiqué à l'échelon national. Quand Fikret Abdic tombe lors du scandale Agrokomerc, cet homme d'affaires bosniaque très lié à Tito entraîne dans sa chute toutes les illusions d'un pays qui avait voulu jouer dans la cour des grands (3). L'ère des pseudo-capitalistes était terminée, arrivait celle de Slobodan Milosevic.

"Slobo", comme l'appellent familièrement ses partisans et ses détracteurs, a des aspirations qui dépassent ses fonctions de représentant de la République serbe ; il se veut le garant de l'unité yougoslave, l'homme que la Yougoslavie attend depuis la mort de Tito. Ce dernier avait d'ailleurs un défaut majeur : il n'était pas Serbe, mais Croate. En plus c'est lui qui avait accordé une certaine autonomie au Kosovo ; lui encore qui avait pris soin de ne pas désigner de successeur et de mettre en place cette "présidence tournante" (chaque République prenant la tête de l'Etat pendant un an), quitte à laisser pourrir la situation. On comprend que le mythe de Tito ait pris du plomb dans l'aile, et que ses effigies se fassent maintenant rarissimes.

Milosevic veut donc resserrer l'unité du pays et le sortir de la crise provoquée par les séparatistes de toutes nationalités et les hommes d'affaires véreux. Simplification ? A peine. Mais on aurait tort de le prendre pour un simple "demago-va-t-engerre" ; l'homme est un politicien expérimenté, qui manie la démagogie avec aisance, en prônant éventuellement les libertés — dans certaines limites, bien sûr. Il a un talent réel de tribun. Son discours à l'occasion du 600e anniversaire de la bataille des Champs de Kosovo a constitué un grand moment ; "Slobo" est apparu suivi de centaines de cars spécialement décorés pour l'occasion, ainsi que d'une délégation remarquablement fournie du clergé orthodoxe serbe : tout appui est bon à prendre !

Il utilise ses meetings comme des armes contre les directions des Ligues

communistes des autres Républiques qui oseraient montrer une quelconque défiance à l'égard des Serbes. Il a ainsi démis les directions des Ligues de Voïvodine, de Bosnie-Herzégovine et du Monténégro, il a éloigné le peuple, censé aimer les Serbes et la Yougoslavie, du pouvoir local séparatiste. Cette tactique a fonctionné jusqu'à ce que les Slovènes — qui avaient vu le piège — aient interdit un de ses meetings à Ljubljana ; en rétorsion, la Serbie a riposté en décidant de cesser toute relation économique avec la Slovénie, mais Milosevic oubliait que cette mesure porterait surtout préjudice... à sa République. Le journal "miloséviste" *Politika* a été obligé de préciser immédiatement que le blocus ne concernait pas le papier...

La défiance de la Slovénie envers son puissant voisin serbe se voit donc justifiée par les méthodes expéditives employées dans le domaine politique et paramilitaire. Et les Slovènes ne peuvent pas rester indifférents : s'ils ne condamnent pas l'intervention au Kosovo, que feront-ils dans le cas — hypothétique mais envisagé par tous — d'une action dirigée non plus contre Pristina, mais contre Ljubljana ? Le ZSMS, ancienne organisation de la Jeunesse Slovène, devenue parti politique, vient d'appeler les conscrits à refuser de faire leur service militaire au Kosovo.

Le fantôme de l'éclatement

Pour la Serbie, le plus grand danger qui guette l'ensemble du pays est la sécession de la Slovénie. En effet, cette république de deux millions d'habitants fournit 30 % du produit national brut (PNB) de la Yougoslavie ; le chômage se maintient à 2 % malgré la crise, contre 20 % dans le reste du pays. La scission, dont le principe a d'ailleurs été récemment adopté par le parlement slovène, provoquerait un cataclysme non seulement politique — par l'explosion de la fédération —, mais aussi économique, en laissant sur la touche les républiques défavorisées et leurs populations. De plus, la Ligue communiste serbe reste un des derniers partis européens à prôner un communisme traditionnel avec centralisme démocratique, parti unique et nationalisation de l'économie ; il s'oppose donc à la libéralisation économique et à l'esprit iconoclaste de la Slovénie.

La Serbie se pose ainsi — à juste titre — en défenseur d'une redistribution équitable de la production. Mais la Slovénie, elle, a l'impression de servir de vache-à-lait pour le reste de la fédération et ce, grâce justement à une base industrielle dont ne disposent pas les "frères du sud". Les échanges s'intensifient entre la

Slovénie et la Communauté économique européenne (CEE), ainsi qu'avec l'Autriche ; il ne serait pas surprenant qu'elle dépose sous peu une demande officielle d'adhésion à la CEE.

Les Croates suivraient peut-être la Serbie. Ils ont toujours joué un rôle conciliateur entre une Serbie, dont ils sont proches au moins par la langue, mais qu'ils craignent un peu, et une Slovénie progressiste mais un peu trop capitaliste. Mais il faut souligner que leur culture les pousse plutôt vers le nord et l'ouest que vers le sud et l'est. Depuis un an, le chancelier Ante Markovic a, en outre, entrepris une série de réformes économiques portant notamment sur la convertibilité du dinar, l'entreprise privée et l'investissement étranger. Cependant, l'attitude des délégués croates au dernier congrès extraordinaire de la Ligue des communistes yougoslave a permis à la Serbie de refuser toutes les propositions de la Slovénie concernant la mise au goût du jour du système politico-économique : les représentants slovènes ont alors claqué la porte du congrès. Avec un système politique archaïque, une dette extérieure de 16 milliards de dollars et plus de 2 000 % d'inflation en 1989, la Yougoslavie, naguère pionnière d'un socialisme autogestionnaire indépendant de Moscou, se retrouve donc en queue du peloton des pays d'Europe centrale dans pratiquement tous les domaines.

Le pire est-il encore à venir ? Probablement. Le pouvoir fédéral a une marge de manœuvre limitée : soit il laisse chaque république prendre du large (au risque de perdre tout contrôle sur les mouvements séparatistes), soit il gèle la situation en espérant que la tempête se calme. Cette dernière option est actuellement choisie (voir également *Inprecor* numéro 303, du 23 février 1990) ; mais elle pourrait inciter les deux peuples les moins dociles dans la voie de mesures radicales. On peut alors s'attendre à une réaction en chaîne dans toute la Yougoslavie, avant un émiettement aux conséquences tragiques pour certaines populations ; d'autant plus que les territoires concernés intéressent beaucoup les pays frontaliers. Trieste a déjà été annexée en douceur par l'Italie et si Tirana soutient les nationalistes albanais, ce n'est sûrement pas par altruisme.

Mais quelle solution de remplacement reste-t-il à un gouvernement central quasi absent au début des événements du Kosovo, et qui a laissé la Serbie régler ses comptes avec les Albanais ? ★

Mars 1990

3) L'affaire Agrokomerc est un des scandales majeurs qui a conduit à la démission du vice-président de la Bosnie-Herzégovine en septembre 1987.

La poudrière du Kosovo

Nous publions ci-dessous une interview de Veton Surroi, journaliste, membre du groupe d'opposition Association pour une initiative démocratique yougoslave (UJDI) et du Parti social-démocrate du Kosovo, parue dans la revue *Labour Focus on Eastern Europe*.

LABOUR FOCUS : Existe-t-il un lien direct entre l'échec du XIV^e Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY) et les événements du Kosovo qui ont suivi ? (1)

Veton SURROI : Au congrès, l'unité qui n'existait que sur le papier s'est brisée pour de bon et, avec elle, la structure même de la LCY. Les habitants du Kosovo ont compris cet événement comme le début de la fin d'une politique dont ils ont souffert ces neuf dernières années. Les Albanais souhaitent marquer la fin de cette politique avec l'espoir croissant que le multipartisme à venir rendrait possible l'articulation de leurs revendications nationales. La campagne violente contre les Albanais les a exclus de la vie politique ; la frustration nationale l'emporte donc sur tous les autres problèmes. Cependant, certains croient toujours que ces manifestations étaient attisées par des provocateurs.

La mort d'un Albanais dans un village près de Skopje, suite à la décision des autorités municipales de démolir — au nom de la fraternité et de l'unité ! — le haut mur qui entourait sa maison, a été l'étincelle qui a mis le feu à la profonde colère latente de la population. Cet homme a été tué par un bulldozer alors qu'il essayait de démonter son portail pour en empêcher la destruction. Cela a provoqué des protestations dans tout le Kosovo, bien que tout rassemblement public y soit illégal.

Les premières manifestations ont eu lieu à Pristina, le 23 février ; pendant deux ou trois heures elles se sont déroulées dans le calme. Des revendications politiques sont apparues dès le deuxième jour, exigeant la levée de l'état d'urgence et même un référendum sur le statut du Ko-

sovo. La police est alors intervenue très brutalement en utilisant des canons à eau, des gaz lacrymogènes et en donnant des coups de matraque et de boîtes. Comme en Palestine, la police a utilisé une tactique qui consiste à isoler des individus pour les tabasser très durement pour lancer un avertissement aux autres manifes-

première cible des actions des militaires ou de la police. C'est une ville très pauvre, mais dont la population a un niveau d'éducation important et qui est fortement touchée par le chômage. Au début, les protestations se sont multipliées car il n'y avait aucune possibilité de dialogue autour des revendications du peuple. Après les assassinats, les événements ont pris une toute autre tournure.

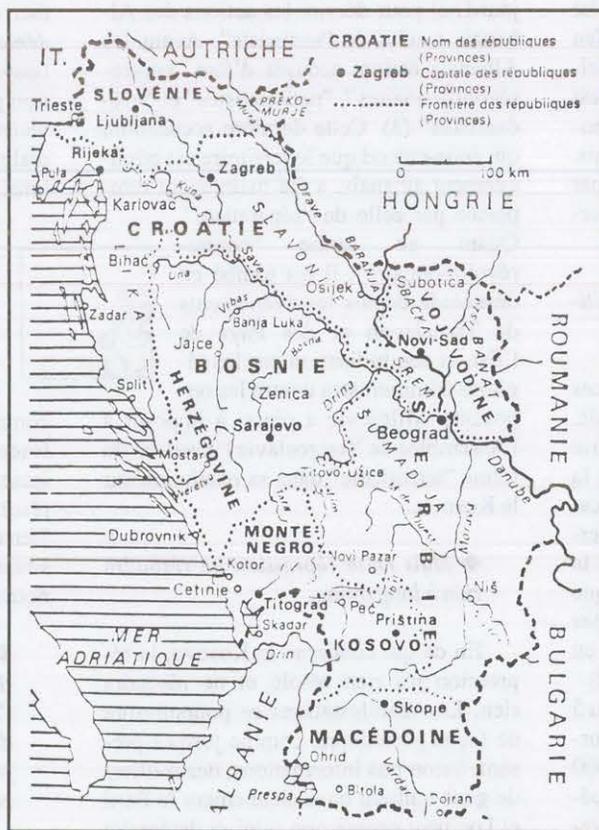
Les premières victimes sont tombées dès le troisième jour à Orahova. La police locale a ouvert le feu sans sommations sur des citoyens qui assistaient à des funérailles. Trois personnes ont été tuées et une vingtaine blessées. De tels incidents se sont répétés les jours suivants ; à tel point qu'on pourrait penser qu'il s'agissait d'une politique consciente de la part des autorités, visant à provoquer un soulèvement national. A Molishevo, par exemple, des coups de feu sont partis d'un convoi de troupes sans aucune raison — même le poste de police local a été criblé de balles.

Ce carnage quotidien a fait grossir la révolte qui a atteint les villages. Et quand les villages albanais se soulèvent, on peut être sûr que cela aboutit à un soulèvement national.

Les gens allaient aux manifestations sans armes ; autrement il y aurait eu beaucoup plus de morts ainsi que des victimes du côté de la police ou des non-Albanais. La situation aurait tourné au carnage général et à la guerre civile.

Mais il faut savoir que la police, elle, s'est livrée à un véritable massacre. Nous tirons nos informations des rapports hospitaliers qui font état de 35 morts et de 139 blessés, mais il est très probable que ce nombre soit plus élevé car de nombreuses victimes ne sont pas allées à l'hôpital. Tout manifestant blessé est considéré au Kosovo comme un criminel, il est passible de 60 jours de prison au moins ; dans ces conditions les gens préfèrent se soigner chez eux.

Il est clair qu'il y a eu préméditation de la part du pouvoir. Nous avons appris que le Comité de la Ligue des communistes du Kosovo avait envoyé un message aux hôpitaux, avant que les manifestations ne commencent, leur demandant de se préparer à recevoir un grand nombre de blessés. A ce moment-là, les hôpitaux de Pristina manquaient de médicaments de



tants. Même les enfants n'ont pas échappé aux sévices. Suite à cela, les protestations se sont étendues aux endroits traditionnellement agités et en dehors de tout contrôle, comme par exemple la petite ville de Podujevo où 20 à 30 000 personnes peuvent se rassembler en très peu de temps. A cause de sa proximité avec la frontière serbe, Podujevo est en général la

1) Le XIV^e Congrès de la LCY, qui s'est tenu le 23 janvier 1990, a été interrompu par la rupture des communistes slovénes, qui se sont transformés en regroupement indépendant, la Ligue des communistes-Parti du renouveau démocratique (voir *Inprecor* numéro 303 du 23 février 1990).



base, comme la pénicilline, mais des livraisons arrivèrent rapidement. Cependant, l'hôpital manquait toujours de sang et quand le chirurgien en chef en a

réclamé et que nous nous sommes mis à chercher des donneurs, nous avons été accusés par les médias de préparer un soulèvement général des Albanais ! Les médecins serbes et monténégrins ont refusé de soigner des "terroristes"

Beaucoup d'autres exactions auraient été considérées comme criminelles même en temps de guerre. Par exemple la police a ouvert le feu sur des gens qui descendaient d'un autobus, et ceux qui essayaient de secourir les blessés étaient sévèrement frappés. Un homme qui venait au secours de son frère blessé a été roué de coups jusqu'à l'évanouissement et le blessé a été ensuite abattu à bout portant. A Kacanik, un petit garçon a été blessé par un tireur devant son domicile, alors qu'il n'y avait aucune manifestation ; il est maintenant en réanimation. Une jeune fille de 17 ans a été tuée par un policier qui garait sa voiture et qui a ouvert le feu en apercevant la foule au loin. Un enseignant du secondaire a été arrêté puis, est mort en prison. Des travailleurs se rendant à leur travail se sont fait tirer dessus. Toutes ces atrocités ont été commises par les forces serbes spéciales et par les réservistes de la police.

◆ *Les unités spéciales sont-elles multinationales ?*

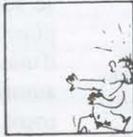
Oui, mais la grande majorité de ces forces sont venues directement de Serbie. Il faut savoir qu'en Yougoslavie n'importe qui peut devenir policier réserviste ; si la police considère que la situation le nécessite, tout citoyen adulte ayant fait son service militaire peut être mobilisé dans la réserve. On peut penser, aujourd'hui, que les gens qui avaient réclamé des armes durant les rassemblements de masse en Serbie ont rejoint les forces de police (2).

Les manifestations ont duré jusqu'au 5 février dernier ; après elles se sont poursuivies de manière moins intense. 20 000 travailleurs ont fait grève durant cette période et dans quelques usines le mouvement se poursuit. Les autorités menacent les grévistes de licenciement.

◆ *Quelle est la raison de cette brutalité policière ?*

Ces derniers mois, le président serbe Milosevic a perdu de l'influence suite à un glissement évident du pouvoir du Parti vers l'appareil d'Etat, surtout au profit du

Conseil exécutif fédéral et du Premier ministre, Ante Markovic. Le programme économique de Markovic nécessite un cadre politique différent, qui suppose une dispersion des centres de prises de décisions politiques. Cela passe par une attaque directe contre ce qui constitue la base du pouvoir de Milosevic : le monopole du parti combiné au nationalisme. Pour préserver le *statu quo*, Milosevic est obligé de jouer la carte du Kosovo et de se présenter comme le défenseur de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Yougoslavie. Les Albanais peuvent facilement être présentés comme un corps



étranger dans l'Etat et la société slave : voilà pourquoi la démarche de Milosevic peut être payante sans qu'existe de danger réel de sécession albanaise. Les revendications politiques albanaïses peuvent donc toujours être montrées comme suspectes. Même si elles prônent un système de pluripartisme et des élections libres, elles peuvent être interprétées comme séparatistes.

Un nouveau qualificatif est utilisé aujourd'hui pour décrire les actions des Albanais : celui de "terroriste". Avant les Albanais étaient accusés d'être "contre-révolutionnaires", "nationalistes" et "irréductibles" (3). Cette dernière accusation, qui sous-entend que le territoire est ethniquement albanaïse, a été maintenant remplacée par celle de "séparatiste". Quant au terme "contre-révolutionnaire", il est tombé en désuétude depuis les événements de Tiananmen et des Pays de l'Est, et son utilisation par les régimes communistes contre les opposants. Milosevic a réussi à imposer à l'Assemblée de Yougoslavie l'insertion du terme "terrorisme" dans sa résolution sur le Kosovo.

◆ *Mais cette répression ne résoudra rien à long terme.*

En ce qui concerne le Kosovo, la répression n'a rien résolu et ne résoudra rien. Les manifestations se poursuivront de façon périodique, comme jusqu'à présent. Selon nos informations, des milliers de gens quittent quotidiennement le Parti et l'on peut penser que celui-ci deviendra bientôt strictement serbe et monténégrin. Les Albanais rejoignent des organisations alternatives.

Le Parti serbe s'est récemment déclaré favorable à une expulsion à grande échelle de la population albanaïse et à un repeuplement de la zone avec des colons serbes et monténégrins. C'est la politique que l'Etat d'Israël pratique dans les territoires occupés. En proposant d'installer

100 000 personnes dans une province déjà surpeuplée (4), Milosevic incite en fait à une guerre civile à grande échelle. L'idéologie raciste, selon laquelle le Kosovo ne peut survivre dans la Yougoslavie qu'en modifiant sa composition ethnique, sera un obstacle permanent à la démocratisation du pays dans son ensemble.

Seulement deux issues sont possibles : ou bien cette politique échoue, à cause des pressions — de l'intérieur de la Serbie comme d'autres endroits de Yougoslavie — ou bien elle débouche sur un conflit généralisé dans l'ensemble du pays. Toute solution intermédiaire est impossible.

◆ *Quelle est la réaction des autres républiques, du parti au niveau fédéral et des autorités de l'Etat ?*

Les dirigeants slovènes et croates ont dit clairement que la politique répressive de la Serbie ne mène à rien et qu'il faut un dialogue avec l'opposition. Dans l'opposition nous avons été les premiers à exprimer — dans notre déclaration "Pour la démocratie, contre la violence" — que l'ouverture d'un dialogue était la condition préalable pour venir à bout du cercle vicieux de la violence dans le Kosovo. Le dialogue doit avoir lieu à tous les échelons, mais il doit inclure le niveau fédéral car le gouvernement provincial est partie prenante du conflit. Le gouvernement fédéral et la présidence souscrivent au dialogue, tout en posant comme préalable la fin des manifestations ; mais, elles ne cesseront pas tant que le dialogue n'aura pas commencé ! Le véritable rapport de forces au niveau fédéral a pu être testé lorsque l'Assemblée fédérale a adopté la résolution qui traite les manifestants de "terroristes" et présente l'ensemble de la situation dans un contexte complètement nouveau.

◆ *Comment expliquez-vous l'adoption d'une telle résolution alors que l'Assemblée est composée de délégués de tout le pays, dont beaucoup n'approuvent pas la répression au Kosovo ?*

Je pense que l'Assemblée a exprimé le

2) En 1988, des rassemblements avaient été organisés par la LCY dans la majorité des villes et villages de Serbie en solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo (voir *Inprecor* numéro 283 du 6 mars 1989).

3) Après la formation de l'unité italienne, des nationalistes de ce pays réclamaient l'annexion des territoires de langue italienne qui n'étaient pas encore libérés de la domination étrangère (Italia irredenta) ; d'où le terme d'"irréductible".

4) Le Kosovo a un taux de natalité trois fois supérieur à la moyenne nationale, la famille albanaïse compte généralement six ou sept enfants.

rapport de forces qui existe au sein de la Ligue des communistes yougoslaves. La direction fédérale est divisée en deux positions et cela rend toutes les actions futures difficiles. Du point de vue de Markovic, la Serbie représente un élément politique important qui peut mettre en danger sa réforme politique et il a donc choisi de l'apaiser lui donnant satisfaction sur la question du Kosovo. Mais c'est un calcul à très court terme car l'instabilité dans n'importe quelle partie du pays met sa réforme en danger.

◆ *Quel a été l'effet de votre déclaration, "Pour la démocratie, contre la violence", au Kosovo ?*

Un de nos objectifs était de canaliser les protestations autour de cinq revendications de bon sens, nous avons donc fait de notre déclaration une pétition de masse. Jusqu'à présent, nous avons obtenu plus de 400 000 signatures. Le fait même de signer, en indiquant nom et adresse, concrétise une revendication politique individuelle et fournit une base solide pour une négociation collective.

Avec la déclaration, les revendications ont dépassé la dimension strictement nationale pour devenir une exigence de droits démocratiques universels. Le peuple l'a compris. Il a compris que l'action locale était insuffisante et que l'opposition devait avoir l'initiative pour devenir une véritable force politique. Les gens ont placé leur confiance dans l'opposition qui, à son tour, a réalisé quelque chose de nouveau : chaque mort devient maintenant un événement public. Ainsi, tout le monde (signataire ou pas) a participé aux actions que nous avons organisées par la suite, comme les deux "jours de deuil", le déclenchement des sirènes d'usines et les concerts de klaxon pour marquer un assassinat, etc.

◆ *Qui forme l'opposition au Kosovo ?*

A la veille du début des manifestations, la branche du Kosovo de l'Association pour une initiative démocratique yougoslave (UJDI), l'Association des philosophes et sociologues du Kosovo (APSK) et le Comité local pour les droits de l'homme (CDH) ont demandé au peuple de ne pas descendre dans la rue. Nous pensions que cela servirait de prétexte au régime répressif et mettrait en danger des vies humaines. Puis, après le début des affrontements sanglants, nous avons proposé au peuple de signer la déclaration. C'est alors que l'Alliance démocratique du Kosovo a décidé de soutenir notre action.

Nous avons constitué maintenant une Coordination des signataires de la déclaration, qui est dirigée par trois personnes : moi-même pour l'UJDI, Adriz Ajeti pour le CDH et Usuf Berisha pour l'APSK. Nous tenons des conférences de presse et lançons d'autres actions, comme par exemple un appel pour que la reprise des cours scolaires soit retardée à cause de l'absence de sécurité. D'autres organisations nous ont rejoints : le Comité d'initiative pour un parti social-démocrate et le Comité d'initiative pour un Parlement de la jeunesse. Ce Comité a été fondé à Vranjevac, le bidonville de Pristina. Un parti libéral et un parti vert sont en cours de constitution.

◆ *Quelle est la position de l'Alliance démocratique et du Parti libéral ?*

La première compte environ 200 000 membres. Elle réclame la démocratie parlementaire, le marché libre et — c'est son trait spécifique — une « émancipation constitutionnelle pour le peuple albanais ». Autrement dit, cette formation veut devenir une sorte de mouvement national. Elle ne représente pas un parti, mais plutôt la réponse populaire à toutes ces années de répression. Mais, à mon avis, le pluralisme politique ne peut pas être réduit à l'existence d'un mouvement national ; il doit être l'articulation et la cristallisation de tous les intérêts sociaux antagoniques et différents qui existent dans la société du Kosovo.

Le Parti libéral regroupe des diplômés albanais de l'université de Zagreb qui sont sur la même longueur d'onde que le Parti social-libéral croate.

Les syndicats indépendants qui sont en train de se former seront une composante importante du nouveau cadre pluraliste. Contrairement à ce qui se passe en Slovénie, où les nouveaux syndicats sont formés par en haut, par simple transformation des syndicats officiels, au Kosovo, ils surgissent d'en bas, au niveau de chaque entreprise, de chaque école etc., et ils ne se regrouperont que plus tard. Des journalistes, des médecins, des historiens, entre autres, créent déjà leurs organisations professionnelles.

◆ *Toutes ces organisations se situent dans les villes. Qu'en est-il de la paysannerie ?*

Ce secteur connaît une situation plus compliquée, car les villages du Kosovo sont arriérés et improductifs. Vivant en auto-suffisance, le paysan n'a pas une

conscience claire de ses propres intérêts, et n'est pas porteur d'un nouveau développement agricole. L'important flux d'immigration vers les villes ou vers



l'étranger pèse aussi. Le paysan ne sait plus que faire de sa terre et il n'existe pas de modèle ailleurs en Yougoslavie qu'il puisse suivre. Le Parti paysan en Slovénie, par exemple, est une organisation politique qui se bat pour les intérêts des paysans, pour le prix des engrais ou du lait. Le paysan du Kosovo qui ne produit pas pour le marché ne peut pas suivre l'exemple slovène.

◆ *En Yougoslavie, les villages manquent de main-d'œuvre, le Kosovo est un cas particulier car il est surpeuplé.*

En effet le Kosovo dans son ensemble est surpeuplé. La densité de population est en fait la plus élevée du pays. Et malgré cela nous attendons de nouveaux colons !

Avant la guerre, plusieurs vagues de colons serbes et monténégrins se sont installés au Kosovo recevant la terre qui avait été arrachée aux paysans albanais. C'est la même chose qui risque de se passer, car les transactions de terre se font très souvent sans aucun enregistrement officiel, beaucoup de propriétaires ne pouvant donc pas prouver l'achat régulier de leur lopin. Il est aussi envisagé de donner 40 000 hectares de terres de l'Etat à ces colons. Mais, même si les autorités réussissent à imposer cela en évitant un soulèvement massif, d'autres problèmes surgiront. Par exemple, le projet d'installer environ 20 000 personnes à Glogovac, dont la population a déjà cette taille et vit très mal, est aberrant. Voilà la folie caractéristique de ce régime ! Un slogan populaire en Serbie et au Monténégro dit : « *Ordonne Slobodan [Milosevic], et nous marcherons sur Tirana !* »

De telles propositions ont surtout un but psychologique. La politique de Milosevic est basée sur le lancement des idées les plus folles pour créer des points de conflit et gagner du temps. Il cherche ainsi à provoquer les Albanais pour qu'ils réagissent. Et si les Croates et les Slovènes protestent il les accusera d'être partisans d'un Kosovo exclusivement albanais.

◆ *Une opposition émerge-t-elle aujourd'hui en Serbie ? Peut-on s'attendre à un geste quelconque de sa part en direction du Kosovo ?*

L'émergence d'une opposition à Milosevic est un élément positif. Mais il ne



faut pas s'attendre à une différenciation rapide sur la question du Kosovo. L'hystérie nationale serbe a été entretenue pendant plusieurs années et il faudra du temps avant qu'elle ne retombe. Je ne pense pas que l'opposition serbe soit assez forte pour faire du Kosovo un point supplémentaire de confrontation avec Milosevic, d'autant plus que certains nouveaux partis, comme le Parti du renouveau national serbe de Vuk Draskovic et le Parti radical, sont encore plus hystériques sur la question du Kosovo que la Ligue serbe des communistes.

◆ *Le Parti démocratique qui vient récemment de se créer à Belgrade s'est prononcé en faveur d'un dialogue et d'une solution politique au problème du Kosovo.*

C'est vrai et c'est un élément positif. Mais il faut savoir que très rapidement des changements constitutionnels qui décideront du statut du Kosovo dans la fédération vont être faits ; les élections pour l'Assemblée fédérale doivent avoir lieu en mai. L'opposition serbe demande que ces élections soient reportées et qu'entre temps de nouvelles élections aient lieu en Serbie, mais l'opposition n'est pas suffisamment forte à présent pour imposer cette revendication. Cela signifie que la Serbie (et cela inclue le Kosovo) sera représentée à la nouvelle Assemblée fédérale par des individus non seulement inconnus et aux réactions assez primaires, mais qui ne sont absolument pas représentatifs ; ils saboteront toute avancée constructive dans cette instance. Cela survient alors que le pouvoir glisse vers l'Assemblée et le gouvernement fédéraux.

L'importance de l'opposition démocratique dépasse cependant sa modeste taille. Dans un contexte d'ouverture des médias, on risque d'assister à une transformation très rapide du rapport de forces en Serbie. Les intellectuels les plus connus qui, dans le passé, ont fourni à Milosevic sa vision nationaliste et qui, maintenant, voyant qu'il a l'intention de s'accrocher au pouvoir, s'éloignent de lui et forment leurs propres organisations politiques, peuvent jouer un rôle crucial. La montée de la pression sociale persistante surtout dans les usines qui pourrait produire un retournement rapide du rapport des forces en Serbie, est un autre élément important.

En Serbie, comme dans une grande partie de la Yougoslavie, la frustration provoquée par le système existant engendre un sentiment anti-communiste et même anti-socialiste. De plus, il y existe un nationalisme exacerbé centré sur la question du Kosovo ; il déborde au

jourd'hui le domaine ethnique et gagne celui de la religion : les musulmans yougoslaves seront les prochains accusés d'être des éléments "étrangers" — ni chrétiens, ni européens — au sein de la Yougoslavie. L'orientation d'extrême droite prise par le Parti serbe risque donc de produire une opposition de droite plutôt que de gauche. Milosevic évolue en fait à droite. Les idées maîtresses que l'on trouve dans *"La paix au Kosovo"*, un document adopté récemment par le Comité central de la Ligue des communistes de Serbie (qui est devenu une véritable sujet de plaisanterie !), sont copiées directement du programme du parti chauvin extrémiste du Renouveau national serbe. En fait, je pense que la direction du Parti serbe ne comprend pas que le monde a changé. Milosevic et ses partisans placent tous leurs espoirs dans la trilogie "nationalisme-police-armée", le tout sous contrôle de la nomenklatura. Confronté à la popularité indiscutable des Ligues des communistes de Slovénie, de Croatie et aussi dans une certaine mesure de Macédoine et de Bosnie, le Parti serbe ne peut jouer que la carte du Kosovo.

◆ *Quel effet pourrait avoir sur cette constellation une démocratisation de l'Albanie ?*

Il est irréaliste d'espérer un changement démocratique rapide en Albanie. L'absence de traditions démocratiques s'ajoute au fait que la population albanaise a obtenu certains acquis réels depuis la guerre, particulièrement dans le domaine de l'éducation et de la protection sociale, même s'ils sont élémentaires. En plus, le régime albanais fait maintenant appel lui aussi à la fibre nationaliste en jouant sur la peur du voisin dangereux. Aujourd'hui, le Kosovo peut être donné en exemple de ce qui arriverait aux Albanais si la direction albanaise se mettait à faire des compromis. Bien sûr, une déstalinisation est également en cours au profit d'une forme plus réaliste de *real-socialisme* qui pourrait survivre un peu plus longtemps.

Si les Albanais de Yougoslavie pouvaient élire librement leurs représentants, cela aurait un énorme impact en Albanie.

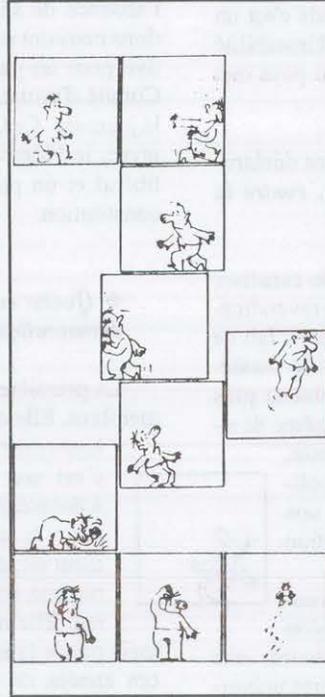
◆ *Si des élections libres étaient organisées aujourd'hui, qui gagnerait ?*

Ceux qui ont résisté activement à la répression, les démocrates, mais aussi de vieux chefs de villages. L'Assemblée provinciale compte de nombreux sièges et il est possible que bon nombre de personnalités des villages, qui ont bâti leur réputation en se présentant comme "les meilleurs Albanais", soient élus. Ces gens se préoccupent peu du contenu des nouvelles lois, mais ils lèveront l'étendard de l'"albanisme" tout comme ceux qui ne jurent aujourd'hui que par le "serbisme". Cela représente un réel danger.

Les démocrates de gauche, formés au contact d'autres démocrates en Yougoslavie, ont besoin de temps pour définir leur profil politique dans le discours national albanais. J'ai moi-même, par exemple, des différences considérables avec certaines personnes de l'Alliance démocratique, mais je ne peux les formuler ouvertement de peur que cela ne soit utilisé par le régime.

Nous sommes engagés dans une course désespérée, contre la politique de Milosevic, et aussi tout simplement contre la montre, pour créer une base organisationnelle à un pluralisme authentique de la vie politique albanaise. Nous ne souhaitons pas que le monisme du Parti communiste soit remplacé par le monisme du nationalisme.

Nous travaillons aujourd'hui sous la pression terrible de la menace d'un soulèvement national qui s'inspire du renversement du régime de Ceausescu, par un soulèvement populaire. Après neuf années de répression et une année de loi martiale, après tant de morts, le peuple n'a plus peur de rien. Malgré le parallèle évident qui existe entre le Kosovo et la Roumanie, nous savons que la situation en Yougoslavie est différente ; une confrontation directe n'aboutirait à rien. Les problèmes du Kosovo dépassent le problème immédiat de l'oppression nationale et ne peuvent être résolus que sur la base d'une transformation qui supposerait l'expression libre des intérêts nationaux sociaux et des différents groupes dans toute la Yougoslavie. Nous avons l'intention d'y apporter notre contribution. ★



Vers l'éclatement du PCUS ?

À l'occasion de son passage à Paris pour le meeting international sur l'Est du 31 mars, organisé par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale) *Inprecor* s'est entretenu avec Mikhail Malioutine, professeur à l'École centrale du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) à Moscou et membre du comité de coordination de la Plate-forme démocratique dans le PCUS, auquel il a adhéré en 1987. Il joue également un rôle important dans les comités préparatoires pour un nouveau Parti socialiste.

INPRECOR : *Peux-tu nous parler des origines de votre organisation ?*

Mikhail MALIOUTINE : Nos groupes ont commencé à agir de manière légale en 1987. Les groupes de la gauche soviétique se sont d'abord appelés la Fédération des clubs socialistes. Il s'agissait de petits groupes, dont l'un des principaux était la Confédération des anarcho-syndicalistes qui regroupait une trentaine de personnes à Moscou et entre 300 et 400 à travers toute l'Union soviétique. L'Initiative socialiste, un autre groupe dirigé par Boris Kagarlitsky (1), Vitali Ponomarev, spécialiste des Républiques asiatiques, Yefim Ostrovsky, un des dirigeants de notre travail dans les Komsomols (Jeunes communistes), et moi-même, est devenu, après son congrès tenu le 25 mars dernier, le Comité de Moscou des nouveaux socialistes. Ce n'est pas non plus une grande organisation — 40 membres environ à Moscou.

D'autres organisations appuient notre lutte pour un nouveau Parti socialiste. C'est le cas de l'aile gauche des Komsomols à Moscou et ailleurs, et de quelques comités provinciaux, qui s'appelle la Fédération de la jeunesse socialiste (FJS). De même que l'aile gauche du syndicat indépendant (Sotsprof), dont l'un des dirigeants, Lev Volovik, est membre du comité préparatoire du nouveau Parti socialiste. Il y a des groupes de travailleurs membres de Sotsprof qui ont une position socialiste, à Prokopevsk dans le Kouzbass, à Vorkouta, dans le Donbass, à Narva et à Moscou. Sont également impliqués des membres de la Plate-forme démocratique dans le PCUS, ainsi que des populistes de gauche à Moscou, Irkoutz,

Kazan, Kouïbychev, etc. Une réunion du comité préparatoire s'est aussi tenue le 25 mars à Irkoutz.

Il existe plusieurs organisations différentes qui se disent social-démocrates. La plus sérieuse d'entre elles est dirigée par Oleg Roumantsiev et Leonid Volkov qui sont maintenant députés au parlement russe. C'est un parti de jeunes intellectuels, plus proche d'un parti électoral que d'un parti de masse. Ils se définissent eux-mêmes comme un parti de la classe moyenne. Notre objectif est de construire un parti de masse enraciné dans la classe ouvrière. Telle est la différence entre socialistes et sociaux-démocrates en Union soviétique.

On trouve quelques autres groupes de gauche, mais ce ne sont pas des forces politiques réelles. Les médias soviétiques ont un peu parlé de nous, mais ils n'aiment pas la gauche socialiste. Les *Nouvelles de Moscou* ont écrit divers articles sur les sociaux-démocrates, mais rien sur les socialistes. Il existe un réel black-out de l'information envers notre organisation.

◆ *Quels sont les rapports entre le mouvement pour un Parti socialiste et les Komsomols ?*

Les Komsomols ont explosé. Leur aile gauche, la FJS, n'était pas une organisation de masse. C'était un secteur de l'appareil qui s'est retournée contre l'appareil dans son ensemble. La jeunesse soviétique n'est pas très intéressée par la politique, et c'est un vrai problème. Les dirigeants de la FJS sont aujourd'hui membres du Parti socialiste. Nous avons essayé de publier notre matériel en utilisant cette base logistique.

Les Clubs qui existaient en 1987-88 ont disparu : leurs membres participent aujourd'hui aux Fronts populaires et aux gouvernements locaux à différents niveaux. Nous avons trois députés dans le Soviet de Moscou : Boris Kagarlitsky, Vladimir Kondratiev et Sergueï Baranov. Nous avons un député dans le parlement de Russie, Vladimir Makhanov, un des dirigeants des mineurs de Prokopevsk. Mais il y a environ trente autres membres du Soviet de Moscou qui appuient notre programme d'auto-gouvernement.

◆ *Comment l'idée du Parti socialiste se développe-t-elle ?*

C'est une vieille idée. Au départ, il s'agissait de petits groupes d'intellectuels de gauche à Moscou, Leningrad et dans d'autres villes. Après 1988, les choses sont devenues plus sérieuses. Des Fronts populaires ont été fondés dans toute l'Union soviétique — par de jeunes intellectuels également. Ce n'est qu'après la grève des mineurs de 1989 (2) que nous avons mis en place un vrai parti.

◆ *Avez-vous vos propres publications ?*

C'était l'un des principaux problèmes. Nous devons faire photocopier nos publications dans les Républiques baltes, principalement en Lituanie. Notre revue s'appelle *Levy Povорот (Tournant à gauche)* ; nous en imprimons entre 300 et 500 exemplaires, de 100 à 200 pages chacun. Plus de vingt numéros sont parus. Les comités de grève de Prokopevsk et du Donbass publient également nos articles.

◆ *Peux-tu nous parler davantage de vos liens avec ces comités de grève ?*

Nous n'avions pas de contacts avec les mineurs avant la grève. Au départ, les mineurs n'avaient pas une idée claire de pourquoi ils se battaient. Nous avons été la seule organisation qui les a appuyés et a essayé de relier les différentes régions. Les libéraux radicaux pro-occidentaux de l'Union démocratique et les nationalistes radicaux de Pamiat ne voulaient rien savoir des grèves. Nous avons commencé à établir des liens en juillet et août 1989. Maintenant, nous sommes surtout influents à Prokopevsk où Makhanov était l'un des dirigeants du comité régional de grève.

Nous avons également le soutien de comités régionaux de Sotsprof, dans le Donbass, à Moscou, à Vorkouta, dans le

1) Voir *Inprecor* numéro 304 du 9 mars 1990.

2) Voir *Inprecor* numéro 293, du 18 septembre 1989.

Karaganda et à Narva. Les travailleurs sont minoritaires dans Sotsprof qui est principalement composé d'intellectuels et d'adeptes des coopératives. Ce ne sont pas des sociaux-démocrates, mais des partisans d'un "capitalisme populaire".

De nouvelles grèves sont en préparation. Les représentants des mineurs disent que le gouvernement n'a rempli aucune de ses promesses. Ils tissent des liens avec les cheminots et les travailleurs de la construction.

Je ne connais pas encore les résultats du congrès du syndicat officiel des mineurs qui est sous l'influence des comités de grève.

◆ *Tu as dit qu'il existait différentes forces dans ces comités de grève. S'agit-il de forces organisées ou de courants d'opinion ?*

Il y avait différentes forces depuis le début de la grève. Certaines voulaient résoudre leurs problèmes avec le gouvernement et non contre lui. Les mineurs n'aimaient pas les réactions de la nomenklatura locale, mais ne connaissaient pas la position de la nomenklatura centrale. Il existe maintenant toutes sortes de groupes politiques dans les comités de grève — des membres de la Plate-forme démocratique du PCUS, des sociaux-démocrates, des socialistes, des adeptes du "capitalisme populaire", des partisans de syndicats indépendants sur le modèle de Solidarité, etc. Mais il est difficile de savoir ce que pensent les mineurs dans leur ensemble.

◆ *A quel point le Parti socialiste est-il homogène du point de vue idéologique et politique ?*

Les idées qui nous unissent sont l'auto-gouvernement et l'autogestion. L'autogestion pour les travailleurs, l'auto-gouvernement dans les municipalités, etc. Les anarchistes sont pour l'autogestion exclusivement, mais nous croyons que le nouveau gouvernement aura un rôle important durant la période de transition, dans le cadre de la propriété d'Etat. Pour l'instant, les travailleurs ne veulent pas transférer la propriété d'Etat à des collectifs de travailleurs.

Je ne connais qu'une seule exception à cela, la mine de Vorgachorskaya à Vorkouta. Les mineurs sont dans une situation très difficile, car ils ne sont pas desservis par train. Ils produisent du charbon qui n'est envoyé nulle part. Ils essayaient d'établir un flot libéré du totalitarisme en Union soviétique, mais ce n'est pas possible. Solidarité avait une idée similaire, croyant que l'on pouvait gagner des

marges de manœuvre, mais ça ne marche pas.

Nos idées viennent de plusieurs sources : l'une est le marxisme révolutionnaire, la IVe Internationale ; le courant de la "nouvelle gauche" ; puis l'écologie socialiste ; et enfin, la social-démocratie de gauche. Nous sommes aussi très influencés par les expériences de Solidarité. Nous pensons, qu'à certains égards, le mouvement prendra une forme identique en Russie. Dans les autres pays dits socialistes, il n'existe pas de mouvement ouvrier de masse indépendant ayant une force décisive, mais nous pensons que c'est le cas en Russie.

◆ *Concevez-vous le Parti socialiste comme un parti pour toute l'Union soviétique ?*

C'est très difficile à expliquer. Certaines régions — la Baltique, l'Asie centrale et le Caucase — vont bientôt se séparer de l'Union. Nous n'essayons pas d'y construire quelque chose. Nous travaillons parmi les populations russophones d'Union soviétique — mais pas uniquement parmi les Russes. Ce sont des populations de culture soviétique, pas seulement de culture russe. Officiellement, par exemple, le Donbass fait partie de l'Ukraine, et le Karaganda du Kazakhstan, mais ils appartiennent au même mouvement des ouvriers soviétiques.

Il n'existe pas grand-chose à gauche dans les Républiques plus petites, comme celles des Pays baltes. Même les partis sociaux-démocrates — sauf en Lituanie — sont de petits groupes d'intellectuels. Il n'existe un mouvement ouvrier internationaliste qu'à Riga. Partout ailleurs, le mouvement ouvrier est complètement divisé par nationalités et fait bloc avec sa nomenklatura nationale. Le processus sera le même dans les autres Républiques, comme la Moldavie par exemple.

◆ *Avez-vous choisi de ne pas travailler dans les Républiques périphériques ou essayez-vous de le faire ?*

Nos forces sont trop petites pour que nous puissions faire quelque chose là où un appui potentiel n'existe pas. Sans un mouvement de masse en Russie, nous ne pouvons rien faire de concret dans les Républiques plus petites. Nous soutenons l'Arménie, l'Azerbaïdjan, les Républiques baltes, etc., et nous nous opposons à

l'intervention militaire du gouvernement soviétique, mais nous ne pouvons le faire que dans des meetings à Moscou. Quand un mouvement de masse existera, il pourra prendre de réelles décisions à propos des Républiques plus petites.

La majorité des travailleurs russes en Russie même est favorable à l'indépendance de ces Républiques, mais avec des garanties pour les minorités russophones. Le problème est que les directions actuelles dans les Pays baltes parlent de telles garanties, mais ne font rien de concret. Ils disent « *Russes, go home !* ».

Notre position est que plus tôt ces Républiques quitteront l'Union, mieux cela sera. Le problème est de minimiser les souffrances des populations russes. Ces minorités veulent aussi l'autodétermination et le droit à la sécession. Les mouvements nationalistes acceptent l'autodétermination pour eux-mêmes, mais pas pour les autres. Notre position quant à cela est assez nettement définie. Si, par exemple, la minorité russe vivant dans le nord-est de l'Estonie voulait se séparer de l'Estonie — ce qu'elle n'envisage pas pour l'instant — elle en aurait entièrement le droit. Cela laisserait l'Estonie sans électricité. Pour l'instant, ils demandent l'autonomie et non la sécession.

Nous sommes favorables à une solution de compromis, mais la réalité est qu'il existe un affrontement très vif. En l'absence d'un mouvement de masse en Russie, la variante la plus vraisemblable dans l'ouest de l'Union soviétique est une latino-américanisation — l'apparition de "républiques bananières" —, une "libanisation" dans le Caucase et une "afghanisation" en Asie centrale. Nous devons tout faire pour que ces problèmes soient résolus le plus pacifiquement possible. Nous pensons donc que les sécessions devraient se faire au plus vite. Sinon, nous assisterons à une extension de l'expérience afghane. Nous aboutirions alors à une Union militaire des Républiques soviétiques !

◆ *Les courants nationalistes ont-ils des représentants à Moscou ?*

Il existe de très petits groupes, qui sont en quelque sorte des représentations diplomatiques de leurs différentes Républiques. Ils sont liés aux mouvements de masse. Ils organisent souvent des meetings de solidarité avec les Républiques, auxquels nos camarades participent souvent, tout particulièrement par rapport au Caucase et à l'Asie centrale.



◆ *Quelle est votre attitude envers le Front populaire de Moscou ?*

Il continue à exister et entend se maintenir. Pour les élections, un Bloc pour une Russie démocratique qui regroupait libéraux, socialistes, sociaux-démocrates et populistes, s'est formé. Le comité du parti a été écarté du pouvoir à Moscou, et nous attendons de voir ce qui le remplacera. Le Front a des organisations de base dans dix arrondissements de Moscou, et ces groupes locaux ne peuvent fonctionner sans une sorte de front.

Le Front s'est divisé en trois partis séparés : les socialistes, les sociaux-démocrates et les constitutionnels-démocrates. Nous ne savons pas encore clairement si nous devons essayer de maintenir le Front en tant qu'organisation unie.

◆ *Que penses-tu de Boris Eltsine ?*

Il change selon l'humeur des masses. Il existe un Eltsine pour les caméras de télévision et un autre pour les meetings de masse. Je n'y croyais pas au départ, mais c'est apparu très clairement. C'est très difficile de le définir politiquement. Quand il existe un mouvement de masse, il gonfle comme un ballon de baudruche, mais quand le mouvement décline, il se dégonfle. Il n'a aucune présence propre.

En 1989, il a commis deux erreurs politiques importantes. La première était de ne s'être pas porté candidat à la présidence, comme le demandait l'opinion publique. La seconde était de ne s'être pas rendu dans les mines durant les grèves. Il a même signé une déclaration disant que les mineurs devaient retourner au travail.

Aujourd'hui, il veut être président de la Russie. Mais la situation dans le Soviet suprême de Russie est difficile pour lui. Il y a peut-être 300 libéraux de gauche et 500 députés de droite, les autres, soit environ 200, forment le "marais", les indépendants. Pour gagner, Eltsine doit convaincre les indépendants. Il doit compter sur sa popularité personnelle.

De plus, il doit réunir une majorité des deux tiers pour devenir président. Il est dans la même situation que Gorbatchev (3) : il pourra peut-être gagner le premier scrutin. Non pas qu'il soit très populaire, mais les autres sont encore bien pire. S'il ne devient pas président de Russie, il aura perdu sa dernière chance.

◆ *Eltsine a joué un rôle positif durant toute une période. Tu dis que ce n'est plus le cas.*

Eltsine est un membre de la nomenclatura qui s'est rebellé contre elle. La population aime voir un bureaucrate se re-

beller contre la bureaucratie, mais elle ne l'a pas perçu comme un dirigeant indépendant. Il est habile pour critiquer, mais n'a aucun programme constructif.

◆ *Peut-on dire de la Plate-forme démocratique la même chose que du Front populaire ?*

La Plate-forme démocratique n'est pas un mouvement de masse. Elle est divisée en trois tendances. Les sociaux-démocrates constituent la tendance la plus agressive, autour de Youri Afanassiev. Ils sont prêts à scissionner le plus vite possible et à créer leur propre parti. Mais la majorité des membres de la Plate-forme démocratique n'y sont pas prêts. Ils ne sont pas sociaux-démocrates parce qu'ils ne savent pas ce que c'est. Ils ne voient pas la nécessité d'une rupture avec le PCUS. Il est impossible de définir ce groupe — ils ne sont ni sociaux-démocrates ni communistes.

Il existe un groupe de gauche dans la Plate-forme démocratique, pas seulement les socialistes, qui veut fonder un nouveau parti marxiste d'avant-garde. Ils veulent réaliser une fusion entre le socialisme et le mouvement ouvrier. La coexistence de ces trois groupes est temporaire. Dans le plus pur style russe, ils sont d'accord pour lutter contre leurs ennemis communs : Gorbatchev et l'aile droite stalinienne et nationaliste.

Le PC russe est dominé par cette aile droite, qui est liée avec le Front uni des travailleurs (FUT) (4). Il va bientôt éclater. Le 22 avril, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Lénine, le Parti communiste russe — le parti des staliniens — sera formé à Léninegrad. La presse n'en parle pas. En mai, ceux de la Plate-forme tiendront un congrès et s'uniront avec d'autres groupes sociaux-démocrates. Ils ne quitteront pas le PCUS avant son congrès mais certains pourraient rejoindre le Parti socialiste. En juin, enfin, Gorbatchev formera son propre Parti communiste russe.

Il y aura trois Partis communistes russes, le PC stalinien des durs, le PC de Gorbatchev et un PC indépendant avec les sociaux-démocrates. Le Parti socialiste ne peut s'aligner sur aucune de ces trois forces. Nous ne pouvons pas construire un parti ouvrier marxiste, ce à quoi nous aspirons, avec des gens de cette sorte. Mais il y a des possibilités. Dans les années 20, la majeure partie des socialistes indépendants allemands a rejoint l'Internationale communiste, entraînant des dizaines de milliers de gens et des organi-

sations ayant des ressources matérielles. C'est notre perspective optimale. Au pire, nous voulons gagner quelques milliers de personnes. Nous ne pouvons pas espérer conquérir le PC de l'intérieur et nous ne nous voulons pas former notre propre Parti communiste russe.

◆ *Quel est le rapport de forces entre les staliniens et Gorbatchev ?*

A mon avis, Gorbatchev veut liquider le PC, mais de manière contrôlée, par étapes. Il serait très dangereux pour lui que le PC se scinde en quelques grandes organisations, dont l'une pourrait être un concurrent sérieux. En fait, tous les néo-staliniens n'entreront pas dans le nouveau PC russe. Ce dernier sera le parti des ultras comme Nina Andreeva ; Ligatchev restera avec Gorbatchev.

Le parti de Gorbatchev aura un programme eurocommuniste, mais un personnel stalinien. Gorbatchev et le Comité central veulent expulser ceux qui ne sont pas d'accord avec eux, mais pas tous à la fois. Ils seront sans pitié. Il est probable que Gorbatchev veuille garder un parti à lui. Il existe des solutions médianes entre la liquidation du vieux parti et la formation d'un nouveau — mais j'ai du mal à me mettre dans la peau de Gorbatchev !

◆ *Ainsi la majorité des forces de la gauche soviétique viendra du PCUS...*

Oui. Durant l'année à venir, la gauche quittera le PC, comme en Pologne en 1981, mais ses membres n'ont nulle part où aller. Il n'existe rien de similaire à Solidarité et nous ne voulons pas répéter certaines des erreurs des camarades polonais. Nous pensons qu'ils ont fait deux erreurs principales. Premièrement, ils n'ont pas créé un parti d'avant-garde avant le surgissement du mouvement de masse, et deuxièmement il y avait des batailles sans fin entre les membres de la gauche. Nous voulons vaincre l'anticommunisme primaire, et essayer de construire l'embryon d'un parti révolutionnaire de masse. Mais, bien sûr, nous en sommes à la création des pré-conditions ; nous n'avons aucune garantie de succès. ★

Propos recueillis par
Salah Jaber et Gerry Foley
5 avril 1990

3) Voir *Inprecor* numéro 306 du 6 avril 1990.

4) Voir *Inprecor* numéro 304 du 9 mars 1990.

La Contra veille...

Le 23 mars, une délégation de la Contra et de l'Union nationale d'opposition (UNO), sous les auspices de l'archevêque de Managua, Obando y Bravo, signait un accord prévoyant le désarmement et la démobilisation de la contre-révolution qui devrait avoir lieu le 20 avril au plus tard (Violeta Chamorro, la présidente élue en février, prend ses fonctions le 25 avril), à Toncontin, au Honduras (voir *Inprecor* numéro 304 du 9 mars 1990).

Les négociations pour la passation du gouvernement entre le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et la bourgeoisie ont lieu dans un contexte social turbulent.

Cecilia GARMENDIA



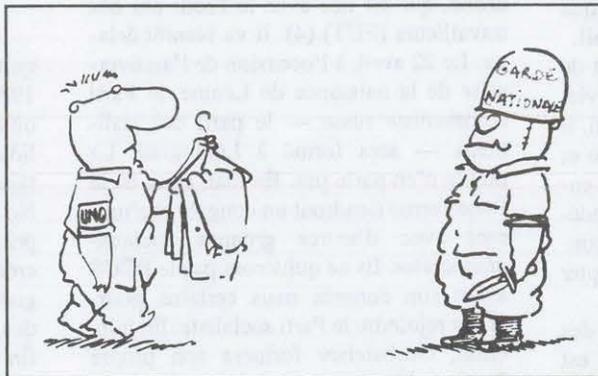
LA MAJORITÉ des effectifs de la Contra est entrée en territoire nicaraguayen : près de 10 000 hommes armés sillonnent les régions V (Boaco-Chontales), VI (Esteli-Nueva Segovia) et VII (Matagalpa). Les accords

que les présidents d'Amérique centrale avaient précédemment signés, prévoyaient que les mercenaires rendraient leurs armes au Honduras ; ceux-ci exigent aujourd'hui de le faire au Nicaragua, aux casques bleus de la mission de l'ONU pour l'Amérique centrale (ONUCA) et non plus directement à l'Armée populaire sandiniste (EPS). La direction contre-révolutionnaire n'a d'ailleurs pas réagi de façon homogène à la signature de l'accord de Toncontin ; le tristement célèbre commandant "Franklin" n'a pas dit clairement quand, ni où, se désarmaient ses hommes.

Malgré le cessez-le-feu unilatéral décrété par le FSLN, les Contras attaquent quotidiennement des coopératives d'auto-défense, des dirigeants du mouvement populaire et même des unités de l'EPS. Certains chefs de la Contra prennent contact avec l'armée sandiniste lorsqu'ils entrent au Nicaragua, d'autres se déplacent dans les montagnes sans aucun contrôle. Fin mars, la Contra a attaqué une coopérative voisine du village de La Trinidad (Esteli), ainsi qu'un bataillon de l'EPS à Yali, assassinant douze soldats... La liste des morts et des destructions est longue. Ce climat de guerre

et de terreur exerce une pression terrible sur les discussions qui se poursuivent au sujet du devenir de l'EPS. Le protocole de passation de gouvernement, signé entre le FSLN et l'UNO, reconnaît le « respect de l'institutionnalité et du professionnalisme des Forces armées et de l'Ordre public », ainsi que ses différents niveaux de commandement (1), mais il établit aussi « le caractère non délibérant de l'Armée populaire sandiniste ».

Cependant, Violeta Chamorro a déjà annoncé qu'elle avait l'intention de réduire les effectifs de l'armée ; le FSLN pourra difficilement se battre contre cette mesure si la Contra est effectivement désarmée... Mais le doute flotte toujours sur les intentions des mercenaires et le bras



de fer se poursuit autour de la place que gardera le FSLN (ses cadres et, en premier lieu, l'actuel ministre de la Défense, le commandant Humberto Ortega, membre de la direction du Front).

L'attitude agressive de la Contra pèse sur cette discussion et le FSLN ne peut pas assumer de façon responsable un affrontement sur ce terrain et risquer de provoquer une réaction de l'impérialisme vers une solution militaire.

Les présidents centraméricains ont

signé, lors de leur dernière réunion au Nicaragua (les 4 et 5 avril 1990), une déclaration appuyant le démantèlement de la Contra avant le 20 avril.

Le FSLN répète sans cesse que la passation de pouvoir aura bien lieu à la date prévue. Mais, après l'attaque de Yali, l'actuel vice-président Sergio Ramirez a déclaré que si la Contra persistait dans ses attaques et ne tenait pas ses engagements, personne ne pourrait plus garantir dans quelles conditions s'effectuerait cette passation... Des deux côtés, on utilise donc cet élément de pression.

Multiplication des grèves

La multiplication actuelle des mouvements de grève est un autre fait nouveau de la situation. Certaines de ses grèves prennent même des formes d'occupation, comme dans une grande propriété agricole de Leon, où les ouvriers exigent que le patron paye les prestations sociales.

La Centrale sandiniste des travailleurs (CST) organise et appuie ces mouvements. Les ouvriers de la canne à sucre ont fait grève et ont marché sur Managua pour exiger des augmentations salariales, et ont rendu visite aux travailleurs de l'huilerie La Corona, aussi en grève, pour leur apporter leur solidarité financière ; les salariés de la Coca-Cola ont eux, fourni des boissons aux grévistes... La solidarité et les échanges entre les secteurs en lutte se multiplient.

Les grèves les plus dures ont lieu dans le privé ; elles constituent un test pour la direction sandiniste et pour le mouvement ouvrier dans sa confrontation avec la bourgeoisie. Mais le mécontentement des travailleurs est avant tout le fruit de la crise économique qui frappe le pays ; la majorité des grèves se font pour des augmentations de salaires. La soupape de sécurité que constituait la présence du Front au gouvernement a sauté avec la perspective du retour de la bourgeoisie aux affaires.

Dans l'huilerie La Corona (qui appartient à la multinationale United Brandt), la grève a commencé lorsque la direction a essayé de licencier un militant syndical qui avait été candidat aux élections législatives sur les listes du Mouvement d'action populaire (MAP, organisation d'origine maoïste). Après un flottement, dû à son sectarisme traditionnel face à cette organisation politique, la CST a appuyé ce mouvement. Des luttes éclatent aussi dans le secteur nationalisé et la fonction publique. Les instituteurs

1) Barricada du 28 au 30 mars 1990.

ont menacé longtemps de partir en grève ; ils exigeaient 495 % d'augmentation qu'ils viennent finalement d'obtenir. La grogne touche aussi les professeurs, les employés de la mairie de Managua, les bibliothécaires, etc. Certains responsables du FSLN ont essayé de calmer les mécontents, mais sans résultats. Cette attitude de certains dirigeants révolutionnaires, et notamment de Daniel Ortega, illustre les débats qui ont lieu actuellement dans le FSLN.

Mais les organisations syndicales (la CST et l'Association des travailleurs de la campagne, ATC) se restructurent et préparent l'avenir.

Les promesses de l'UNO

La CST se réorganise pour devenir une confédération syndicale et créer des sections dans les différentes entreprises. L'ATC crée cinq fédérations, par branche de production, pour être plus efficace. Leur plan de lutte prévoit la création d'un fonds de solidarité avec les grèves, la défense de l'emploi, des salaires et des acquis sociaux, ainsi que celle du secteur nationalisé (Aire de propriété du peuple — APP). Les deux centrales préparent la bataille pour la défense du droit de grève et des occupations actives (2).

Mais ces mouvements sont encore atomisés. Malgré l'importance des secteurs touchés par les grèves, la majorité de la population reste attentiste. Les grandes mobilisations qui ont eu lieu après le 25 février se sont tassées.

Or, les masses attendent de toute évidence une amélioration rapide et substantielle de leurs conditions de vie après le 25 avril. Car la crise continue ; les prix augmentent toujours, au marché noir le dollar vaut deux fois plus que dans les banques... Par ailleurs ni l'UNO, ni la Contra ne répondent sur le sort des 862 Nicaraguayens séquestrés par cette dernière.

Les conseillers de Chamorro avaient promis une amélioration visible — ou en tout cas une stabilisation — dans les 100 premiers jours de gouvernement et s'ils n'y parviennent pas la situation sociale risque de devenir explosive.

La ligne de la présidente et de son homme de confiance, Alfredo Cesar (ancien fonctionnaire de la révolution — il était directeur de la Banque centrale, avant de rejoindre la Contra, en 1982 — et dirigeant du Parti social-démocrate, PSD) semble s'être aujourd'hui imposée dans la coalition des quatorze partis de l'UNO (qui va de la droite la plus réactionnaire aux deux partis stali-



niens). Ils prônent une attitude conciliatrice, en évitant toute attaque frontale contre le FSLN. Le projet économique aujourd'hui majoritaire, le plan Mayorga, vise à un démantèlement en douceur de l'Etat révolutionnaire. Dans les six premiers mois de son gouvernement, l'UNO mise sur une stabilisation économique et une réduction de l'inflation, en introduisant une nouvelle monnaie (le "cordobadoro", en parité avec le dollar). Ce n'est qu'après avoir obtenu cette stabilité, et avoir conquis une base sociale qui lui fait défaut, que le gouvernement se propose d'attaquer le secteur nationalisé.

Mais ce projet économique dépend des financements extérieurs et de la paix sociale, autant d'éléments imprévisibles à ce jour surtout lorsque l'on sait que les projets économiques de la bourgeoisie passent, évidemment, par une détérioration du niveau de vie des travailleurs et que des secteurs importants de la bourgeoisie en exil, dont on peut imaginer l'attitude revancharde, se préparent à rentrer.

Débats dans le FSLN

L'Assemblée nationale vit des journées intenses, elle adopte une multitude de lois visant surtout à donner des garanties juridiques aux masses. Elle a aussi voté une loi d'immunité pour le président, le vice-président, les ministres et les directeurs d'entreprises nationales, qui a été contestée au sein même du FSLN. Le Front l'a justifiée en invoquant l'esprit revanchard qui ne manquera pas d'appa-

raître dans les rangs de l'UNO ; il explique, qu'à cause de la guerre et de la défense (dont la UNO ne reconnaît pas la légitimité), le FSLN avait été amené à effectuer des opérations et des modifications dans ses plans budgétaires et que la bourgeoisie essaiera d'en accuser les dirigeants sandinistes.

Mais le commandant Luis Carrion, actuel maire de Managua, a répondu qu'il n'avait nul besoin d'une telle disposition, car il se sentait parfaitement capable de défendre ce qu'il avait fait depuis 1979...

Une loi de coopératives, qui reconnaît la propriété juridique des paysans sur les terres remises par la réforme agraire, a été votée. Une autre loi agraire prévoit que ces terres pourront être vendues, cédées en héritage, hypothéquées, etc. Il est vrai que les 120 000 familles qui ont bénéficié de la réforme agraire exigeaient une telle mesure et que la UNO aurait pu la prendre ; mais le Front expliquait auparavant qu'une telle disposition ouvrait la porte à la reconcentration foncière, ce qui est d'autant plus vrai aujourd'hui que les grands propriétaires préparent leur retour au Nicaragua. L'Assemblée nationale a aussi voté une loi concernant l'autonomie universitaire et légalisé les lots et logements attribués depuis la révolution.

Le MAP, avec l'appui de six députés du FSLN, a présenté une loi sur le salaire minimum. Le président de l'Assemblée nationale, le commandant de la révolution Carlos Nuñez, a attaqué violemment cette proposition qualifiée d'aventuriste, et de "déstabilisatrice" par rapport à l'avenir économique du pays.

Cette attitude illustre également les différentes approches et les débats qui ont lieu au sein du FSLN face à la situation actuelle, à l'attitude à adopter par rapport à l'UNO, à la poursuite ou non de la politique de "concertation" avec certains secteurs de la bourgeoisie développée depuis 1988 et à la préparation de l'affrontement sur le terrain social. Ce débat ne fait que commencer.

La situation et le devenir de la révolution nicaraguayenne sont aujourd'hui marqués par l'instabilité. L'épée de Damoclès qui est brandie sur le FSLN, sur la révolution et sur les masses nicaraguayennes par la présence et l'attitude la Contra, doit nous inciter à la vigilance. ★

9 avril 1990



Tiré de Barricada.

2) Barricada du 26 mars 1990.



C'EST UN PLAN audacieux et offensif du point de vue des classes dominantes. La presse bourgeoise l'a même décrit comme la plus forte secousse jamais provoquée par le gouvernement sur l'économie brésilienne. Il ne faut donc pas le sous-estimer.

Le centre de gravité du plan réside dans la combinaison de mesures monétaristes et d'une artillerie hétérodoxe (un léger, relatif et provisoire gel des prix et le changement de monnaie). Le plan ne vise qu'à appliquer la plus vieille des thérapies capitalistes anti-inflationnistes : la récession.

Il s'agit d'un plan d'orientation néo-libérale, mais géré et imposé par l'Etat. Il a été instrumentalisé avec un autoritarisme qui passe outre une Constitution faite pour servir les classes possédantes. L'inconstitutionnalité des mesures du plan dévoile jusqu'où est prêt à aller le nouveau gouvernement.

Lors du plan Cruzado (2), la tentative de mettre fin à l'inflation tenait compte de l'existence d'une certaine situation du mouvement ouvrier, qui se renforçait dans les luttes pour des réajustements salariaux trimestriels. En changeant les règles du jeu, le gouvernement cherche à geler le rapport de forces existant, au détriment des travailleurs.

Un plan explosif

La défaite du mouvement ouvrier est une condition essentielle pour la réussite du plan Collor. On voit là le contenu explosif des mesures proposées : ce plan est imposé à un mouvement qui a la capacité de résister, de lutter et, y compris, de l'écraser.

La meilleure arme contre l'inflation de Collor est la récession, qui est à la fois la cause et la conséquence de la défaite qu'il veut imposer au travailleurs. La cause, par le chômage qu'il entraîne, par la désarticulation des secteurs combattifs et par le gigantesque chantage imposé aux travailleurs. La conséquence, car il signifie la destruction d'importants mécanismes de défense du mouvement ouvrier, pour le rendre incapable d'imposer des politiques alternatives.

La terrible synthèse du tremblement de terre anti-populaire provoqué par Collor, c'est la récession pour contenir l'inflation.

L'habileté, la complexité et la sophistication des mesures proposées doivent

être analysées à partir de la façon dont le gouvernement gère le processus de récession.

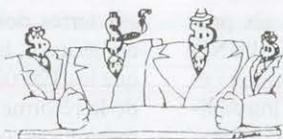
Le plan attaque l'inflation à trois niveaux : par la réforme monétaire, par la réforme fiscale et par le contrôle des prix et des salaires. Cette articulation n'existait dans aucun des plans précédemment appliqués.

Avec la réforme monétaire (la création de l'ancienne monnaie nationale le cruzeiro, remplacé en 1986 par le cruzado), dont le but essentiel est le contrôle de la masse monétaire, il impose une sérieuse réduction à la liquidité de l'économie. La création de la nouvelle monnaie, appuyée sur une énorme compression de la dette intérieure (qui frappera même les comptes épargne que Collor jure pourtant ne pas vouloir toucher), place dans les mains de la Banque centrale près de 115 des 150 milliards de dollars qui étaient en circulation avant le plan. Cette

rigueur génère une dynamique de récession et agit sur les actifs réels (dollar, biens immobiliers, matières premières, etc.), entraînant une chute de leur prix et exerçant une action évidente sur la dynamique inflationniste.

La réforme monétaire se base sur la suppression des agios par la transformation des nouveaux cruzados en cruzeiros à travers les ventes organisées par la Banque centrale, qui tentera de contenir la masse monétaire en dosant la "remonétarisation" de l'économie. Lors de ces ventes, la banque déterminera les pertes que les personnes temporairement confisquées subiront pour récupérer leurs cruzeiros. C'est dans la gestion de cette remonétarisation que réside, selon certains experts, une bonne partie des chances de réussite du plan. C'est sur cette difficulté que le plan du président argentin, Menem, a échoué. C'est exactement à ce niveau que les pressions des grands groupes et des puissants intérêts qui ont soutenu Collor à la présidence, pourront agir.

La réforme fiscale présentée par le ministre Zélia est un autre élément nouveau. Le gouvernement veut s'attaquer au déficit public. En partant d'un déficit de 8 % du Produit intérieur brut (PIB), Zélia veut parvenir à un excédent de 2 %. Selon les calculs faits par l'économiste de l'Université du Minas Gerais Mauricio Borges, les mesures prises atteindraient 7,5 % du PIB (le moratoire de la dette intérieure atteindrait 2,5 % ; la réduction des stimulants, des subventions, etc. atteindrait 4 % et la réforme administrative équivaldrait à près de 1 %). En additionnant les ressources produites par la réforme du patrimoine, le déficit pourrait être annulé.



Le plan

Trois mois après son élection à la présidence (janvier 1990), Collor a présenté les mesures qui ont placé le Brésil devant une alternative : soit il accepte de porter désormais son nom, stigmatisé par un caractère qualitatif qui a lieu dans l'affrontement des classes. D'un côté, les classes dominantes, portées encore secouées par le nombre de voix, croient qu'il s'agit de leur dernière chance populaire, avec sa position particulière au sein de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et du Front populaire brésilien (1), connaît...

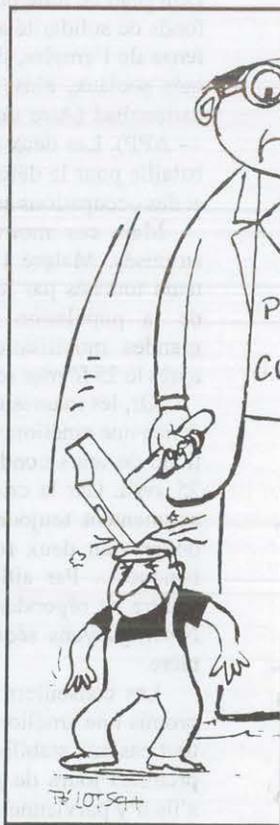
C'est dans ce conte

Eduardo AL

Quant à la réforme du système d'imposition, Mauricio Borges considère que c'est la mesure la plus limitée : la réforme est essentiellement facteur de régression et d'inflation, puisque ses principales mesures passent par l'augmentation des impôts déjà existants. Ainsi, bien qu'il y ait un élargissement de la base d'imposition (rente agricole, bénéfices du capital en bourse), la réforme est loin d'égaliser le plafond d'imposition appliqué à la bourgeoisie des pays capitalistes avancés.

Le contrôle des prix est certainement l'aspect le moins incisif du plan. Il prévoit un gel faible des prix qui ont augmenté artificiellement la veille des mesures. Par ailleurs, le contrôle des salaires, avec la vieille tactique de gel des pertes et de correction de l'inflation, dépendra en grande mesure de la capacité de résistance du mouvement syndical.

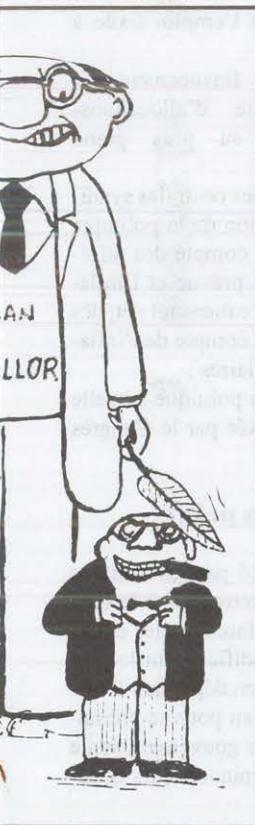
A partir de l'analyse de cet ensemble d'aspects articulés — à l'exception des conséquences de son application — Mau-



Collor

idence (Voir *Inprecor* numéro 301 du 26
ures économiques qu'il comptait mettre en
ave qu'il traverse aujourd'hui. Le plan, qui
a nouvelle situation du pays, le changement
tement autour de l'issue de la crise.
es par la victoire électorale, même si elles sont
obtenues par Lula, vivent dans l'angoisse de
ce ; de l'autre côté, le mouvement ouvrier et
sur la scène politique brésilienne, grâce à la
, au rôle du Parti des travailleurs (PT) et du
une dynamique ascendante depuis dix ans.
te que naît le plan Collor.

BUQUERQUE



ricio Borges pense que le plan dispose de tous les atouts pour briser la dynamique hyperinflationniste et pour contrôler l'inflation à court terme... Mais cela se fera au prix d'une forte récession, provoquée par la contraction du marché intérieur et aussi par la chute des activités d'exportation, en prenant en compte les impacts du change libre sur les cotations du dollar qui, selon lui, frapperont les secteurs les moins compétitifs des exportations et limiteront ces activités comme alternative à la contraction du marché national.

Mauricio Borges estime que la récupération de la relance économique n'apparaîtra pas de manière automatique dans la période qui suivra la récession. Au contraire de ce que prêche la propagande de Collor et de ses conseillers, une fois l'économie stabilisée, les forces du marché seront difficilement capables de donner un nouveau souffle au développement. Depuis 1930, l'Etat tient le rôle d'initiateur de ces cycles dans l'économie brésilienne, les capitaux privés n'agissent

que lorsque la reprise économique devient visible.

Contrairement à ce que pensent les superficiels théoriciens néo-libéraux à la mode, Mauricio Borges considère, lui, que, en raison des caractéristiques structurelles de l'économie brésilienne, l'Etat doit récupérer sa capacité d'investissement, pour que surgisse un nouveau cycle ; les mesures actuelles ne garantissent pas cela. Ce paquet assainit à peine le déficit public. Pour qu'une telle récupération soit viable, il faudrait prendre des mesures plus profondes, comme un impôt plus lourd sur les grandes fortunes.

Voilà le résumé de l'analyse économique du plan : La récession qui contient l'inflation mais qui ne garantit pas la reprise économique.

Qui perd avec le plan Collor ?

Collor fait l'apologie de son plan en affirmant qu'il bénéficiera à 90 % de la population et n'en frappera que 10 %.

Dans son interview à *Em Tempo* (3), Mauricio Borges dément cette version des choses : la bourgeoisie s'est bien préparée pour le paquet de mesures économiques, elle a pris des précautions raisonnables (en accumulant des réserves), son argent travaille à l'extérieur du Brésil, et surtout, le secteur le plus dynamique de la période récente de l'économie brésilienne, le secteur exportateur (habitué à la surfacturation de ses ventes), est le responsable de l'existence d'une part considérable de l'économie "souterraine" — calculée par la Fondation de recherche Getulio Vargas à près de 50 milliards de dollars.

Pour Mauricio Borges, le grand capital n'est pas la principale victime : les couches moyennes sont les grandes perdantes.

Et est-ce que le gouvernement attaque le grand capital ? C'est le contraire qui apparaît dans les déclarations du secrétaire du Trésor des Etats-Unis, Nicholas Brady, puisque « *les mesures tournent le Brésil vers "le monde moderne"* » (*Folha de São Paulo*, 17 mars 1990). Pour les conseillers du département du Commerce des Etats-Unis, « *les mesures annoncées par Collor sont en symbiose avec les revendications du département d'Etat* » (*Folha de São Paulo*, 17 mars 1990). Les banquiers anglais et américains, ont de leur côté fait l'éloge du plan.

Avec les concessions faites en matière de commerce international (libération des importations, fin des subventions aux exportations), l'adoption du taux de change

libre et le retour aux négociations avec le Fond monétaire international (FMI), le capital étranger reçoit un atout important avec la mesure provisionnelle 155, qui autorise la conversion des titres de la dette extérieure brésilienne en actions des entreprises d'Etat en cours de privatisation.

Actuellement le système financier international assume de nouvelles fonctions, pour compenser certaines pertes provoquées par les mesures. A partir de maintenant, les ventes de conversion de cruzados nouveaux en cruzeiros joueront un rôle central dans l'économie. Les banques joueront un rôle d'intermédiaire entre les différents clients, et sauront s'adapter en vendant leurs "nouveaux services" dans cette transaction et en établissant peut-être un véritable "marché parallèle de cruzeiros", à un taux deux fois plus important en échange la suppression des intérêts.

Un autre point mérite toute notre attention : les banques sont obligées d'acheter les certificats de privatisation. A quelles conditions ? Pour acquérir quelles entreprises d'Etat ? A quelle valeur ? En réalité, le capital du système financier national est le mieux habilité à participer au processus de privatisation tant souhaité par la bourgeoisie. Voilà ce qui explique le stimulant donné à l'acquisition des entreprises d'Etat si convoitées. D'après ce qu'a déclaré le secrétaire général du ministère de l'Infrastructure (Industrie), Paulo Ximenes, la privatisation des industries sidérurgiques commence par les plus rentables : Usiminas et Tubarão. Avec les ressources obtenues par les ventes, d'autres entreprises seront assainies pour leur prochaine privatisation (*Jornal do Brasil*, 18 mars 1990).

Les pertes des salariés, des petits propriétaires, des petits patrons et des secteurs intermédiaires sont déjà beaucoup



1) Le Front populaire brésilien regroupait le Parti des travailleurs, le Parti communiste du Brésil (PC do B, pro-albanais) et le Parti socialiste du Brésil (PSB, petit parti au profil social-démocrate).

2) Le plan cruzado a été mis en place par le Gouvernement Sarney en Février 1986, pour faire face au risque d'hyperinflation qui menaçait le pays, depuis plusieurs mois. Une nouvelle monnaie, le cruzado — valant 1 000 cruzeiros — a été introduite en même temps que le gel des prix, des salaires, du cours du change du cruzado et la désindexation de l'économie (auparavant toutes les transactions étaient soumises à la "correction monétaire" : les prix et les revenus étaient indexés sur l'inflation).

3) *Em Tempo*, organe de la tendance Démocratie socialiste du Parti des travailleurs (PT).

plus importants. Collor a fermement limité les retraits des comptes courants et des livrets d'épargne. Il est possible que cette mesure soit, en partie, une stratégie pour la négociation au Congrès.

Mais l'essentiel est de comprendre c'est la relation directe qui existe entre la douceur utilisée vis-à-vis du grand capital et la violence des classes intermédiaires.

La récession imposée est aussi la conséquence directe de la timidité employée dans la "confiscation" de ceux qui gagnent réellement avec l'inflation. La récession imposera des pertes draconiennes pour 90 % de la population que Collor prétend bénéficier, provoquant des pertes d'emploi et de salaire.

Jusqu'à présent, les secteurs populaires jugeaient les plans selon le retour ou non de l'inflation. Les plans antérieurs avaient toujours un point d'inflexion net et perceptible par tous. Etant donné la possibilité de réussite dans le combat contre l'inflation, cela ne se passera pas ainsi avec le plan Collor. Voilà pourquoi, il faut savoir "qui gagne et qui perd" avec le paquet, tout en définissant sérieusement les stratégies de défense et de lutte du mouvement populaire : il faut connaître le rythme de perception des attaques contre les travailleurs et le peuple, qui est loin d'être homogène et d'apparaître d'une manière synchronisée.

Premiers effets

Aujourd'hui, les couches moyennes, et y compris les petits entrepreneurs et les couches les moins payées de la classe ouvrière, comprennent d'avantage la signification du plan : il sentent l'injustice de la confiscation de leurs épargnes et de leurs comptes bancaires, ils sont traités comme des grands spéculateurs.

Pour l'ensemble des salariés, le rythme de compréhension des objectifs de Collor sera plus lent : dans ce premier mois, il faut tenir compte des effets du contrôle des prix et des salaires du mois de mars qui se reportent sur le mois de février. Mais en avril, lorsque les salaires seront comparés à l'indice d'inflation du mois de mars, la perte salariale sera évidente.

La dynamique de licenciements sera de plus en plus présente. La grande majorité de la population, y compris toute une série de secteurs marginaux, sentira le poids du plan Collor avec le début des répercussions de la récession. ★

Em Tempo
Mars 1990

Les réponses du PT

Face au plan économique de Collor, la Commission exécutive nationale du Parti des travailleurs (PT) a décidé de présenter une série de mesures alternatives pour endiguer la crise que traverse le pays, tout en préservant le niveau de vie des travailleurs. Nous reproduisons de larges extraits de ce plan.

DOCUMENT

INDIFFÉRENT à l'aggravation de la crise et à l'augmentation accélérée de l'inflation durant les derniers jours du gouvernement Sarney, le président Collor se prévaut maintenant de projets de loi, de décrets et de mesures qui violent les droits institutionnels pour réaliser un réajustement économique. (...)

Avec ce plan, le gouvernement Collor tente de faire croire qu'il impose des sacrifices identiques à tous pour sortir le pays du désastre économique, alors qu'en vérité il marginalise et frappe les plus défavorisés en mettant l'économie devant un risque imminent de récession, avec ses conséquences connues : chômage, pénurie, désorganisation de la production et crise sociale. (...)

Dans ses grandes lignes, le plan préserve le modèle agro-exportateur et soumet l'économie brésilienne aux diktats du Fonds monétaire international (FMI), en continuant de payer la dette extérieure — ce qui risque de faire échouer toute tentative de stabilisation économique et de combat réussi contre l'inflation.

La politique salariale

Le PT rappelle à la population les promesses du président Collor sur les salaires : discussion sur ce sujet avec la participation des travailleurs et aucune modification du salaire minimum.

Mais, une fois de plus, les mesures économiques imposées par le gouvernement nuisent aux travailleurs : un mois d'inflation n'est pas pris en compte, les salaires ont été fixés à l'avance sans aucune garantie pour que la différence entre l'inflation prévue et l'inflation réelle soit payée aux travailleurs. Le salaire mini-

mum n'a été modifié que dans un mauvais sens : au lieu d'une réelle augmentation mensuelle de 3 %, le gouvernement propose une augmentation trimestrielle de 5 %. C'est le même discours que celui tenu lors des plans précédents.

La menace de chômage est aussi grave que l'accord salarial ; il n'y a aucune garantie de stabilité de l'emploi, ni de préavis de licenciement, aucune extension des droits aux allocations-chômage et au revenu minimum, contrairement à ce que le gouvernement avait promis avant sa prise de fonctions.

Face à cette situation créée par les mesures, le PT propose :

- 1) une stabilité de l'emploi fixée à 180 jours ;
- 2) la garantie du financement par l'Etat du programme d'allocations-chômage accessible au plus grand nombre ;
- 3) la participation des centrales syndicales à toute modification de la politique salariale, et la prise en compte des différences entre l'inflation prévue et l'inflation réelle dans le salaire mensuel ; et, dès aujourd'hui, la prise en compte de l'inflation de mars dans les salaires ;
- 4) le maintien de la politique actuelle de salaire minimum fixée par le Congrès national.

Le gel des prix

Le gel des prix fixé par les mesures gouvernementales — rétroactif à la date du 12 mars — est une farce car les entreprises avaient déjà modifié avant le prix de leurs marchandises en dépassant les limites établies par le plan pour se prémunir contre toute mesure gouvernementale susceptible de faire diminuer leurs bénéfices. (...)

Le PT propose les mesures alternatives suivantes :

- 1) l'accès des représentants syndicaux aux livres de comptes des entreprises ;
- 2) l'étiquetage, lors de l'emballage des produits manufacturés, du prix maximum autorisé ;
- 3) la participation des syndicats aux organismes qui fixent les prix par secteur de production.

La réforme monétaire

La violence du réajustement imposé au marché financier menace le pays d'un risque de récession prolongée, car il encourage la concentration et la dénationalisation de l'économie, ce qui aura des répercussions irréversibles sur le parc industriel et sur le développement économique. (...)

La réforme n'établit aucune différence entre le patrimoine des familles riches et celui des familles pauvres ; elle ne prend pas en compte les cas particuliers des personnes qui n'ont que la rente financière pour vivre ; elle n'établit aucune distinction entre les grandes et les petites entreprises, entre les secteurs essentiels et ceux qui ne le sont pas, et entre les différents types d'activité économique (...).

Elle favorise le grand capital, les secteurs nécessitant peu de capital circulant, les groupes économiques qui organisent la fuite des capitaux et les secteurs financiers les plus solides. Avec le plan Collor, ce sont les puissants qui gagnent au détriment des secteurs les plus pauvres et les plus fragiles. La façon dont le plan Collor traite le capital international est inacceptable. (...)

Le PT propose les mesures alternatives suivantes :

1) l'établissement de critères de sélection pour la libération des fonds financiers bloqués, selon les paramètres suivants.

personnes physiques

a. pour ceux dont l'épargne financière est la seule source de revenus, il faut autoriser des retraits mensuels dans la limite de la moyenne mensuelle des retraits effectués durant les douze derniers mois, sans dépasser quinze salaires minimum mensuels ;

b. il faut dégager des fonds pour l'achat de logements selon les règles du système financier d'habitation pour ceux qui ne possèdent aucun autre bien immobilier ;

c. il faut dégager des fonds pour les dépenses de santé et d'éducation, avec une vérification légale ;

d. il faut dégager des fonds pour que les chômeurs, après le 15 mars, touchent jusqu'à 80 % de leur dernier salaire.

personnes juridiques

La libération de fonds devra être conditionnée aux restrictions suivantes :

a. la prise en compte de ce qui est essentiel dans le secteur économique : les biens de consommation pour la population, la technologie de pointe et l'agriculture ;

b. le paiement dû aux petites et moyennes entreprises ;

c. la nécessité de capital circulant : la base pour la libération de fonds doit prendre en compte les paiements des impôts de l'année précédente, en décomptant les liquidités déjà libérées ;

d. poursuivre les investissements en cours et établir des conditions différenciées pour des investissements stratégiques qui soient en rapport avec la politique industrielle, sociale et agricole du pays.

2) La conversion en cruzeiros des ressources extérieures des entreprises multinationales et des entreprises nationales doit obéir à des critères de restriction et de sélectivité compatibles avec les intérêts du pays et le développement national.

La réforme fiscale

La réforme fiscale augmente les impôts et en crée de nouveaux sur les actifs financiers, les grandes fortunes et la rente agraire ; elle élimine aussi les titres au porteur et impose l'estimation de la rente future. Mais, en ne touchant pas à d'autres formes du patrimoine spéculatif, tout particulièrement la grande propriété rurale improductive, elle montre ses limites et ses insuffisances.

L'augmentation des tarifs publics, qui se donne comme but l'amélioration des finances des entreprises publiques, ne doit pas se faire au détriment du pouvoir d'achat des salariés ni devenir un simple instrument pour augmenter la rentabilité du secteur public en vue de sa privatisation. De plus, avec cette mesure c'est le gouvernement fédéral qui centralise l'augmentation du prélèvement fiscal, ce qui va par conséquent à l'encontre des principes fondamentaux de la réforme fiscale définie par la Constitution. (...)

Le PT propose la mesure alternative suivante : la fiscalisation de la propriété immobilière spéculative, particulièrement des biens ruraux improductifs, à travers l'application progressive et effective de l'impôt sur la propriété rurale territoriale, pour dégager des fonds permettant de financer le logement populaire urbain et la réforme agraire.

La réforme du patrimoine et de l'administration

La réforme administrative a été élaborée sans aucune discussion sur les critères qui doivent la diriger. Les boucs émissaires seront les travailleurs du service public, comme s'ils étaient responsables de la désorganisation de l'appareil d'Etat.

Le PT est favorable à une réorganisation de l'Etat, mais il considère qu'elle doit se faire par une large discussion et par une définition claire des critères qui doivent régir la politique à adopter par rapport aux fonctionnaires. Le PT juge inadmissible que l'on rende les fonctionnaires publics responsables de la crise de l'Etat, alors que le plan économique et le gouvernement Collor reconnaissent que les principaux responsables de la faillite nationale sont les intérêts de la dette publique intérieure et de la dette extérieure.

Le PT propose les mesures administratives suivantes :

1) la définition des grandes lignes de la réforme du patrimoine et de l'administration de l'Etat par une loi ;

2) l'établissement de critères de sélection pour toutes les questions liées à la réforme administrative et du patrimoine, surtout en ce qui concerne la politique d'emploi des fonctionnaires.

3) la transformation des mesures relatives à la cession des biens nationaux en un projet de loi ;

Privatisation et dette extérieure

Le PT rejette avec force la vision qui ressort du discours et des actions du nouveau gouvernement quant à la privatisation. Le PT n'accepte pas qu'on donne carte blanche à l'exécutif pour réaliser des privatisations, et n'admet pas que celles-ci soient de vrais cadeaux au capital étranger ou aux grands groupes industriels du pays. (...)

Il faut une large discussion avec toute la société brésilienne sur la définition du rôle de l'Etat, sur les secteurs qui devront être privatisés et sur ceux qui seront maintenus sous le contrôle de l'Etat.

Les créanciers internationaux n'ont pas été touchés par les mesures. De plus, la libération du change — une des exigences de la politique de réajustement imposée par le FMI — pourra entraîner de graves problèmes pour l'économie brésilienne, comme la "dollarisation" d'une partie de la dette publique, qui facilitera les transferts de capitaux à l'étranger.

Le PT propose les mesures alternatives suivantes :

1) la création d'un Fonds de développement économique et social, constitué par une partie de l'excédent du gouvernement fédéral sur la balance commerciale du pays, pour financer les investissements



en infrastructures, l'éducation, la santé, le logement, le transport, l'approvisionnement, l'emploi et la voirie ;

2) le refus de la création d'un Programme national de privatisation qui ferait disparaître les entreprises d'Etat ; l'instauration d'une loi régissant le secteur public qui s'accorde avec la politique industrielle à mettre en place ; le vote annuel d'une Loi de privatisations qui définit les entreprises et les critères à prendre en compte ;

3) quant à la dette extérieure, le PT réaffirme qu'il s'oppose à son paiement et propose la suspension de son remboursement.

La réforme agraire

En n'établissant aucun impôt sur les terres improductives, la réforme économique gouvernementale favorise les intérêts des grands propriétaires fonciers et de ceux qui détiennent des terres oisives. (...)

Le PT propose les mesures alternatives suivantes :

1) l'instauration d'un Programme national de réforme agraire avec des fonds publics et avec l'apport de la Banque encadrés qu'elle a bloqués ;

2) la mise sur pied d'une politique agraire qui donne la priorité à la production d'aliments et de matières premières essentiels pour l'élaboration de biens de consommation populaire.

(...) Le PT ne permettra pas, qu'au nom du combat contre l'hyper-inflation, le gouvernement prenne une série de mesures illégales car, demain, avec d'autres prétextes, il pourrait violer les droits individuels et collectifs et les libertés publiques.

Le PT n'admet pas que le combat contre l'inflation ne puisse se faire que par la récession. Sans une politique démocratique qui combatte l'inflation et la crise économique et qui s'attaque à ses causes structurelles, le pays n'atteindra pas un niveau de développement où les revenus soient redistribués — ce qui doit être le but de toute politique économique démocratique.

La Commission exécutive nationale du PT appelle ses militants et ses sympathisants, ainsi que toutes les forces démocratiques et populaires, à se mobiliser au Congrès et dans les mouvements sociaux pour défendre les propositions alternatives qu'il présente. ★

Sao Paulo
19 mars 1990

Un régime isolé

Des centaines de femmes syriennes, mères de détenus politiques appartenant à l'opposition de gauche, ont manifesté à plusieurs reprises dans les rues de Damas, ces derniers mois. Cette protestation, dont aucun écho n'a été répercuté à l'extérieur, témoigne de la crise grandissante du régime syrien.



LA DICTATURE syrienne, sœur jumelle et ennemie de celle d'Irak, est une des plus anciennes de la région arabe : Hafez El-Assad se maintient au pouvoir depuis 1970 par la suppression des libertés démocratiques, au nom de la confrontation avec l'Etat d'Israël. Au cours des années 80, la crise économique et sociale est venue aggraver la situation d'une Syrie de plus en plus isolée dans un contexte régional dominé par l'impérialisme (voir *Inprecor* numéro 254 du 30 novembre 1987).

Cette crise est le produit de la combinaison d'une politique gouvernementale d'austérité et de la généralisation de la corruption dans les sphères du pouvoir, tandis que l'aide apportée à la Syrie par les pays arabes pétroliers se réduisait considérablement du fait du contre-choc de l'or noir. Se montant auparavant à deux milliards de dollars par an, l'aide arabe constituait un facteur essentiel de la relative stabilité du régime syrien.

Depuis 1985, l'inflation tourne aux alentours de 30 % par an, selon les chiffres officiels ; le déficit du budget de l'Etat ne cesse d'augmenter, ainsi que la pénurie chronique de certains produits de première nécessité. Le secteur d'Etat, principale source de la légitimité et de l'enrichissement de l'appareil bureaucratique bourgeois du Parti Baas (1), s'est progressivement paralysé. Selon le premier ministre, « pouvoir faire fonctionner le secteur public à 14 % de sa capacité globale en 1988, est un exploit » !

La lutte contre le mouvement intégriste, qui était soutenu par une partie du secteur privé, a été l'occasion d'un renforcement et d'un durcissement du régime, après la défaite écrasante des intégristes lors du massacre de Hama (février 1982).

Mais la lutte entre différentes fractions du régime s'est poursuivie et amplifiée à partir de 1984, en une lutte intestinale entre intérêts privés et secteur d'Etat.

Samir LADKANI

C'est ce dernier qui a eu le dessus. Entre temps, la répression de tout mouvement politique ou social indépendant a continué. Des milliers de prisonniers croupissent toujours dans les prisons syriennes.

La "forteresse assiégée"

Les déboires de l'intervention syrienne au Liban ont contribué à affaiblir le régime de Damas. Les concessions faites par la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) aux Etats-Unis ont abouti à l'isolement de la Syrie, seul régime arabe à s'y opposer. La fin de la guerre entre l'Irak et l'Iran a accru le retranchement de la dictature syrienne qui jouait un rôle tampon entre l'Iran et les pays arabes du Golfe. La reprise des relations entre la plupart des Etats arabes et l'Egypte, expulsée de la Ligue des Etats arabes à la suite des accords de Camp David conclus avec Israël en 1978, a encore aggravé cette situation.

Damas est tenu à l'écart des grandes structures économiques et politiques régionales : le Conseil de coopération du Golfe (créé en 1981 avec tous les Etats du Golfe), le Conseil de coopération arabe (créé en 1989, qui comprend l'Egypte, l'Irak, la Jordanie et le Yémen du Nord) et enfin l'Union du Maghreb arabe.

Depuis 1989, l'isolement du régime syrien est entré dans une phase critique, par suite de la chute des dictatures bureaucratiques en Europe de l'Est. Ces Etats étaient les alliés principaux du régime baasiste (2), notamment l'URSS qui a déjà commencé à réviser son aide à la baisse. Moscou a annoncé qu'il exigerait

1) Le Baas, parti de la "résurrection socialiste arabe", est un parti d'origine nationaliste petite-bourgeoise, fondé il y a un demi-siècle, et dont des fractions rivales sont au pouvoir en Syrie et en Irak.

2) En 1986, 33,4 % des exportations syriennes se faisaient en direction des pays du COMECON.



de la Syrie le remboursement de ses dettes militaires, estimées à 18 milliards de dollars (96 % des importations militaires de la Syrie proviennent d'URSS), et a expliqué que les relations entre les deux Etats devaient changer de nature (3). L'URSS semble donc décidée à abandonner son attitude de soutien inconditionnel à la dictature de Hafez El-Assad qui a d'ailleurs reporté sa visite à Moscou, prévue initialement pour octobre 1989.

L'évolution dans les autres pays de la région arabe a aussi ébranlé la Syrie. Les libertés démocratiques arrachées en Algérie, dont le régime avait des similitudes avec celui de Damas, ne peuvent qu'inquiéter Assad. Par ailleurs, la Libye, allié de poids de la Syrie, s'en est éloignée en rétablissant des relations avec l'Egypte, ainsi qu'avec la direction de l'OLP, et en modérant son discours anti-impérialiste. Le régime du Yémen du Sud, autre ami de la Syrie, a modifié aussi son cours en acceptant, en février 1990, le principe du multipartisme et du droit de grève. Même la dictature sanglante d'Irak a introduit, de façon certes tout à fait caricaturale, un simulacre de démocratie. La Jordanie a aussi organisé des élections parlementaires.

La dictature syrienne se trouve donc

de plus en plus dans l'embaras. C'est ainsi qu'elle a été amenée, le 27 décembre 1989, à rétablir ses relations diplomatiques avec l'Egypte (dont elle qualifiait auparavant le régime de "traître").

Autre signe des temps, la procédure de conciliation engagée avec la direction de l'OLP. Des entretiens ont eu lieu, à Tunis, entre le ministre syrien des Affaires étrangères et Yasser Arafat, après des déclarations faites à Damas appelant à la réunification des différentes fractions de l'OLP (4). Damas a aussi tenté de se réconcilier avec le régime irakien, mais ce dernier a posé des conditions inacceptables pour la Syrie. Enfin et surtout, la Syrie se tourne aujourd'hui vers l'Occident, et notamment vers les Etats-Unis.

La rumeur de la contestation

A l'intérieur, la pression de la bourgeoisie privée pour pouvoir faire des affaires sans entraves se fait plus forte. Par ailleurs, des couches sociales de plus en plus larges (notamment l'intelligentsia) expriment leur mécontentement face à la répression et à la privation de libertés démocratiques. La mobilisation démocratique a débouché, le 19 janvier 1990, sur la création de Comités de défense des droits de l'homme qui ont un impact certain parmi les intellectuels et dans des secteurs populaires importants. Ces structures ne sont pas une alliance de partis politiques, ni une organisation de masse, mais elles constituent un facteur de pression. Certains partis, qui avaient subi de réelles campagnes de liquidation dans le passé, ont repris leurs activités.

Le mécontentement touche même des milieux appartenant à la façade pluraliste du pouvoir, le Front nationaliste et progressiste qui regroupe le parti dirigeant, le Parti communiste lié à Moscou et des groupes nationalistes. Ces partenaires du Baas osent aujourd'hui critiquer certaines mesures économiques ou sociales du gouvernement dans leurs publications. Pour la première fois depuis des années, le PC syrien a osé demander la libération des prisonniers politiques.

Au cours d'une réunion d'écrivains syriens, tenue à Damas en janvier dernier, des intellectuels ont exigé publiquement la libération des détenus, les libertés politiques et le droit d'expression de la presse d'opposition.

Mais les manifestations des familles de prisonniers politiques qui ont eu lieu fin 1989, dont une de 200 femmes, ont été l'élément majeur de la reprise de la contestation. Le 19 mars dernier, 500 femmes se sont rendues au palais présidentiel pour exiger la libération de leurs enfants emprisonnés depuis des années.

Sous la pression de la bourgeoisie privée, d'un côté, et du mécontentement populaire, de l'autre, le régime syrien a été obligé de faire quelques concessions, sans pour autant abandonner sa politique de répression généralisée. En février, il a annoncé la promulgation d'un décret abrogeant la loi martiale, mais qui ne concerne pas les "crimes contre la sécurité de l'Etat". Des trafiquants et de gros poissons du marché noir ont ainsi été libérés.

Débat sur le secteur public

Un débat public a lieu sur la possibilité de vendre ou de louer une partie du secteur national à des entreprises étrangères ou privées syriennes. Des tentatives avortées avaient déjà eu lieu en 1987 dans ce sens, mais le gouvernement envisage sérieusement aujourd'hui de passer « des accords avec des entreprises occidentales, par lesquels ces dernières s'engagent à importer des machines et des équipements pour le secteur public contre un partage de la production de ce secteur pour quelques années », selon la déclaration du Premier ministre syrien, le 16 janvier 1990. Les concessions de la dictature syrienne au secteur privé se font sans changements politiques fondamentaux.

La bourgeoisie, elle, aurait besoin d'élections libres pour mener à bien son projet ; pour l'instant, le régime s'y oppose catégoriquement. Mais il a entrepris de réactiver "l'Assemblée du peuple" (le parlement), dont les séances sont retransmises à la télévision et où certains députés du PC critiquent timidement le gouvernement. Un correspondant de la presse étrangère a même pu assister, pour la première fois, aux débats du "parlement", le 6 février dernier.

Les changements en Syrie seront déterminés à la fois par le rapport de forces social et par l'issue des conflits qui se déroulent dans les milieux dirigeants. Briser le silence qui touche, à l'étranger, tout ce qui a rapport à la situation intérieure syrienne peut aussi contribuer à élargir la brèche qui se dessine dans la muraille du régime. La solidarité avec les détenus de l'opposition de gauche syrienne [au total quelques centaines, selon Amnesty international, ndlr] peut aujourd'hui hâter réellement leur libération. ★

10 avril 1990



المطروقة

العدد 7 • مايو ٨٩ / يناير ٩٠

ازمة « الحركة الشيوعية العالمية »



جورج حبش عن الانتفاضة

AL-MITRAQA numéro 7
Mai 1989-Janvier 1990

SOMMAIRE

- * PALESTINE : L'an III de l'Intifada
- * MAROC : La situation et les tâches des révolutionnaires
- * TUNISIE : Le PC tunisien, de sa fondation à son auto-dissolution
- * MARXISME : La glasnost et la crise des Partis communistes

Abonnement pour 3 numéros : en France, 60 FF. Autres pays : écrire à Al-Mitraqa, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil, France.

3) Selon le journal arabe *Al Hayat*, publié à Londres (14 janvier 1990) : « Une source officielle soviétique a indiqué, fin 1989, que la capacité syrienne à payer sera un facteur important dans la coopération militaire entre les deux pays dans l'avenir. » Dans un commentaire de Radio Moscou en hébreu, on a pu entendre : « Les pays arabes doivent cesser de construire une puissance militaire pour combattre Israël. Ils doivent chercher à obtenir la paix avec ce pays. »

4) La Syrie héberge et soutient les fractions dissidentes de l'OLP.

Créer deux, trois... plusieurs intifada !

Dans l'indifférence totale des médias internationaux, une véritable guerre se poursuit au Kurdistan de Turquie, depuis l'été 1984, entre la guérilla du Parti ouvrier du Kurdistan (PKK) et l'Etat turc. Plus de 1 700 personnes (selon les chiffres officiels) y ont trouvé la mort (militants du PKK pour un tiers, police et soldats pour un autre tiers et population civile pour le reste). Les combats se sont essentiellement concentrés dans la région de Mardin et Siirt, près de la frontière syrienne.

Le 14 mars dernier, les funérailles d'un militant du PKK se sont transformées en manifestation spontanée et l'armée a dû tirer en l'air pour disperser la foule, faisant un mort. Deux jours plus tard, toujours lors d'obsèques, à Nusaybin, des affrontements ont eu lieu entre la police et la population ; les femmes et les enfants ont jeté des pierres aux forces de l'ordre. Les commerçants ont fermé boutique en guise de protestation et les manifestations se sont étendues à toute la région, à Cizre, Silopi, Idil, Siirt, Batman, avec des centaines d'arrestations, et plusieurs morts. C'est donc à un véritable début de soulèvement, à une "intifada kurde", que l'Etat turc doit désormais faire face.

Fuat ORÇUN



LES EMEUTES du Kurdistan ont fait souffler un vent de panique dans les états-majors politiques turcs. Le Conseil de sécurité nationale (assemblée commune des hautes sphères de la bureaucratie militaire et politique) a été convoqué de toute urgence. Oubliant leurs querelles internes, les dirigeants des trois principaux partis, le Parti de la Mère-patrie (ANAP, au pouvoir), le Parti populiste social-démocrate (SHP, d'Erdal İnönü) et le Parti de la juste voie (DYP, de Süleyman Demirel) se sont réunis sous l'égide du président de la République Özal, afin de trouver un consensus et une réponse "nationale" à la situation.

Le 10 avril, le gouvernement a rendu public son nouveau train de mesures pour le Kurdistan, qui est une totale réorganisation administrative et juridique de la région, une sorte de "loi martiale permanente" qui ne dit pas son nom. Deux villes, Batman et Sirnak, sont élevées au rang de préfecture, afin d'assurer une meilleure centralisation administrative (autrement dit, mieux organiser la répression). 50 000 postes de fonctionnaire et

40 000 d'ouvrier seront créés dans cette région. Les pouvoirs du préfet extraordinaire de la région seront encore accrus. Désormais, ce "super-gouverneur" pourra décider d'éloigner de la région et d'envoyer en exil intérieur quiconque menace la "sécurité publique", y compris les juges, les procureurs et le personnel militaire, sans possibilité de recours juridique. Le droit de grève est soumis à autorisation de la préfecture. La censure sur la presse est accrue, des peines allant de lourdes amendes jusqu'à la fermeture des imprimeries — même si elles ne sont pas dans la région — sont instaurées. Par ailleurs, les salaires des fonctionnaires pourront être (selon les cas) multipliés par deux ou cinq, instaurant ainsi des privilèges de type colonial.

Le bâton

En résumé, le gouvernement a décidé de privilégier la solution militaire et répressive. Ainsi, en instaurant un régime totalement à part dans cette région, il a en fait "proclamé" lui-même la création officielle du Kurdistan !

En réalité, l'Etat turc a renoncé de longue date à maîtriser le problème par la "conviction" et ne mise que sur la répression. Alors que le sud-est du pays est la région la plus pauvre en terme de revenu

par habitant, c'est tout l'inverse en terme de "forces de l'ordre par habitant" : pour près de deux millions de personnes, on y trouve 65 000 gendarmes, plusieurs régiments de fantassins, une division de commandos (13 régiments) et une division de l'armée de terre. A cela, il faut surtout ajouter les 1 500 *rambos* de "l'unité spéciale" chargée de la "contre-guérilla" contre le PKK.

Au-delà des forces "régulières", l'Etat turc a décidé d'armer une partie de la population contre l'autre, en créant des "unités de protection des villages" (UPV), sortes de milices civiles hautement rémunérées par l'Etat. Alors qu'à Mardin et Siirt, le revenu moyen annuel par habitant est de 280 dollars (la moyenne générale en Turquie est de 1 400 dollars), les "protecteurs de villages" touchent un salaire mensuel de l'ordre de 200 dollars.

Les nouvelles "divisions de Hamidiye"

Cette politique n'est pas sans conséquences sociales. 200 000 personnes vivent grâce au salaire des 18 000 "protecteurs". Mais surtout, les UPV sont organisées sur la base de la hiérarchie sociale traditionnelle des clans (*asiret*). Ce sont donc les chefs de clan qui s'enrichissent et renforcent ainsi leur pouvoir. Ce système, qui n'est qu'une caricature des "divisions de Hamidiye" de l'Empire ottoman, ne fait que renforcer les inégalités sociales en créant une couche de privilégiés dévoués à l'Etat turc. Selon certaines rumeurs, une partie de l'argent serait néanmoins détourné au profit du PKK.

Plus que provoqué par tel ou tel courant politique, le récent soulèvement est le produit direct de la politique de répression de l'Etat turc pour qui toute la population locale est ennemie, hormis ses propres agents. Une "contre-identité" nationale radicale s'est ainsi créée au sein de la population kurde.

Le Kurdistan est aussi l'une des régions les plus pauvres et arriérées du pays. A Siirt et Mardin, il n'y a que cinq entreprises employant plus de dix ouvriers. Le taux de chômage est le triple du reste de la Turquie. 40 % de la population est analphabète. Historiquement, c'est aussi la région où l'identité nationale kurde est la plus forte : le refus de la langue turque est le plus élevé de tout le Kurdistan, et la population avait fortement réagi à la mort de Barzani (1).

1) Mustafa Barzani est le principal dirigeant nationaliste kurde qui a été à la tête de la révolte kurde des années 60 et 70. Barzani s'était allié à l'époque au Shah d'Iran. L'accord conclu par ce dernier avec l'Irak, en 1975, a largement contribué à sa défaite.



Tiré du quotidien turc Cumhuriyet

Depuis un an, une série de manifestations nationalistes kurdes ont vu le jour dans la région et à Istanbul (2). Mais c'est la première fois que la situation devient aussi explosive, même si la tension est inégale dans les différentes parties du Kurdistan. Par exemple, à Diyarbakir, la ville la plus développée du Kurdistan, les manifestations de protestation n'ont pas pris une telle ampleur et la grève des commerçants (à l'appel de quatre groupes politiques sous le sigle "Alliance démocratique") n'a été suivie qu'à moitié. 50 000 boutiques étaient cependant fermées.

Le mouvement national kurde

Le cheminement du mouvement national kurde en Turquie est assez différent de celui des autres parties du Kurdistan (3). En fait, à part la dimension nationale, l'intelligentsia kurde — même dans ses secteurs les plus avancés — porte les mêmes caractéristiques — et les mêmes défauts — que l'intelligentsia turque, à laquelle elle a été intimement mêlée depuis

sa formation. Le discours idéologique a été privilégié par rapport aux études sérieuses sur les problèmes concrets sociaux, économiques et politiques du Kurdistan. Les seules études sérieuses en ce domaine sont paradoxalement l'œuvre d'un Turc, Ismail Besikçi, qui s'est totalement dévoué et identifié à cette cause et a passé dix ans en prison, en raison de ses écrits ; il vient encore d'être arrêté à deux reprises pour ses deux derniers livres.

Dans les années 60, les intellectuels kurdes ont rejoint le premier parti socialiste légal turc de l'époque, le Parti ouvrier de Turquie (TIP). Ils ont réussi à imposer une sorte "d'autonomie" au sein du parti pour leur groupe, dénommé le groupe des "orientaux", ils disposaient même d'un "quota" implicite d'élus à la direction. Vers la fin de

cette décennie, les premières organisations indépendantes kurdes se sont créées au sein de la jeunesse, notamment le Foyer révolutionnaire de culture de l'Est (DDKO). La jeune intelligentsia kurde a eu du mal à se définir politiquement et à trouver une orientation programmatique claire, mais elle se revendiquait du socialisme. En effet, les idées socialistes ont trouvé un écho favorable au Kurdistan, essentiellement en raison du radicalisme des aspirations démocratiques.

A partir des années 70, une nouvelle génération de militants radicaux est arrivé à la tête du mouvement national kurde, fondant ses propres organisations indépendantes, en dehors de la tutelle des organisations turques. Beaucoup de ces jeunes avaient eu l'occasion de mûrir leurs idées en prison, après l'intervention militaire de 1971. La défaite du mouvement de Barzani, en Irak, les a également marqués. Malgré une différenciation politique assez avancée, à l'instar de celle de la gauche turque (plusieurs mouvements pro-Moscou ou pro-Pékin, etc.), la gauche kurde a réussi à renforcer la cons-

science nationale, même au sein des secteurs les plus arriérés de la population. A tel point que les partis bourgeois traditionnels ont désormais été incapables de maintenir une quelconque influence dans la région, sans faire d'importantes concessions aux forces locales. Dans les années 80, la question nationale kurde est réellement devenue l'une des pierres angulaires de la vie politique en Turquie.

Après le coup d'Etat de 1980, si l'écrasement de la gauche en général et du mouvement ouvrier semble avoir eu des effets prolongés et durables, la situation du Kurdistan a été différente. La répression, qui s'est accentuée sous prétexte de l'apparition de la guérilla déclenchée par le PKK en 1984, n'a pas maté la population, bien au contraire.

Entre l'Etat et le PKK

Les politiques menées par la dictature militaire et le gouvernement d'Özal (qui n'en est qu'une prolongation civile), ont rendu la vie quotidienne de la population kurde insupportable. Ainsi, toute la population, y compris ceux qui n'étaient peut-être même pas initialement des sympathisants du PKK, s'est retrouvée propulsée de fait du même côté de la barricade. Beaucoup de femmes et d'enfants qui sont descendus dans la rue pour protester contre la répression de l'Etat au risque de leur vie, ne savent certainement ni lire ni écrire, et n'ont probablement aucune idée du programme ou des mots d'ordre du PKK. Mais, ils savent que les soldats qui tiennent les fusils sont leurs ennemis. Ainsi, dans la région, il est désormais devenu impossible de rester neutre entre l'Etat et le PKK.

Cette clarification politique n'est pas uniquement due aux actions menées par le PKK. On assiste depuis trois décennies à un réveil progressif de la conscience nationale kurde, semblable à celui du début du siècle. Par ailleurs, dans la mesure où toute répression efficace contre les kurdes suppose aussi l'application de mesures anti-démocratiques en Turquie même, cette situation a engendré une certaine réaction dans l'opinion publique turque, au moins pour le respect des droits de l'homme élémentaires du peuple kurde.

Avec le temps, même certains secteurs des partis bourgeois turcs ont compris que toute libéralisation du régime, sans parler d'une réelle démocratisation,

2) Notamment au mois mars, pour le Newroz (le nouvel an kurde) et pour l'anniversaire du massacre de Halabja (en mars 1988, l'Irak avait bombardé à l'arme chimique six villages kurdes, dont Halabja, faisant plus de 5 000 morts).

3) Le peuple kurde est divisé entre quatre Etats : 12 millions vivent en Turquie, 6 millions en Iran, 4 millions en Irak, un million en Syrie et 250 000 en URSS.

est impossible si elle ignore la question kurde. Mais aucun d'entre eux n'a su développer un projet concret capable de concilier sa défense intransigeante de l'intégrité de l'Etat turc et la prise en compte de l'existence des Kurdes.

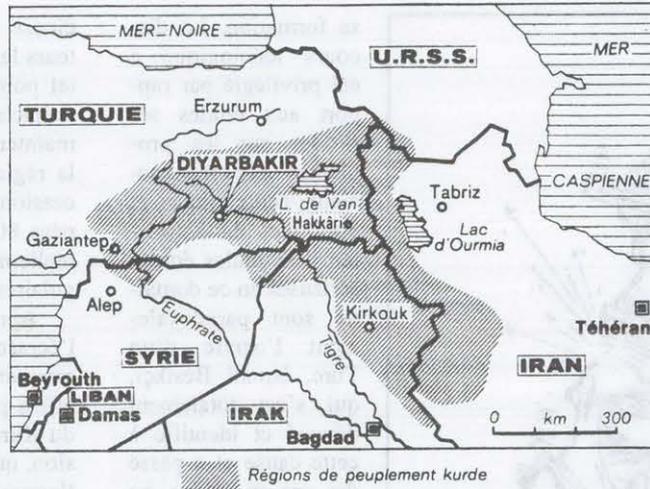
Par ailleurs, alors que sur la scène internationale la Turquie s'érige en défenseur des minorités turques opprimées en Bulgarie, en Grèce, à Chypre, voire même au Caucase ou en Asie centrale, sa position classique qui consiste à nier l'existence des Kurdes comme entité nationale distincte, devient de plus en plus intenable et ridicule. Et en effet, officieusement, le pouvoir comme l'opposition semblent avoir renoncé à qualifier les Kurdes de "Turcs montagnards" et la langue kurde de "dialecte du turc". Mais si les représentants de l'Etat reconnaissent le droit des gens à parler la langue qu'ils veulent, à condition que le turc reste la langue officielle, la langue kurde est toujours officiellement interdite et l'affirmation de l'existence des Kurdes toujours passible de la prison.

Une situation complexe

C'est dans la partie "turque" du Kurdistan que les problèmes se posent de façon plus complexe. D'abord, cette région est la principale voie de communication de la Turquie avec l'Orient et l'Islam ; par ailleurs, non seulement le taux de natalité est beaucoup plus fort chez les Kurdes mais, en plus, des villages, voire même des villes entières du Kurdistan, émigrent à l'ouest, vers les grandes villes turques. Ainsi, la question kurde déborde largement les limites du Kurdistan. Cette situation favorise ceux qui veulent lier libération nationale et question sociale.

Pour le moment, la gauche turque est totalement hors jeu, embourbée dans d'interminables discussions et redéfinitions. Aucun mouvement massif de solidarité, capable de renverser l'équilibre des forces, ne semble apparaître du côté turc — en tout cas à court terme — à l'exception de quelques tracts ou actions "d'avant-garde" limitées, à l'initiative de quelques groupuscules.

En revanche, les projets programmatiques des groupes kurdes — en premier lieu, celui du PKK — ont un poids certain. Le PKK est un mouvement nationaliste d'origine stalinienne, particulièrement sectaire. Avant le coup d'Etat de 1980, il apparaissait comme un groupe assez isolé, en raison de ses méthodes au-



toritaires, et de l'usage de la violence physique pour régler les différents politiques au sein du mouvement national et avec la gauche turque, ainsi qu'à l'encontre de ses propres militants, voire même contre les secteurs populaires qui lui étaient opposés. A sa décharge, on peut dire qu'il n'était pas le seul groupe à agir de la sorte ! Mais quel que soit le contenu de son action politique, le PKK a réussi à gagner une hégémonie totale sur le mouvement kurde et à devenir une alternative politique. Ses actions ont également forcé le régime à accélérer un processus d'auto-réforme.

Le principal tenant de cette ligne d'auto-réforme limitée du régime est le Parti populiste social-démocrate d'Inönü. Il a récemment fait une déclaration qui préconisait une solution d'autonomie régionale "à l'espagnole". Ceci dit, le même Inönü n'a pas hésité à exclure sept députés kurdes de son parti, qui avaient commis le "crime" d'assister — contre son avis — à une conférence à Paris, à la mi-octobre 1989, sous l'égide de l'Institut kurde de Paris et de l'association France-Libertés de Mme Mitterrand.

Quant au Parti de la juste voie de centre-droit de Demirel, même s'il ne parle pas de solution "espagnole" ou "irlandaise", il a abandonné sa position traditionnelle de négation de l'existence des Kurdes. Pour Demirel, le retard et la négligence apportée au développement économique et social de la région dans la dernière décennie est la principale raison des événements du Kurdistan.

Mais ces deux partis ont apporté leur soutien au gouvernement pour « répondre aux armes par les armes, et apporter de l'affection au peuple » ... Le gouvernement de l'ANAP ne connaît d'autre recette que la répression militaire. Il est fortement affaibli par ses querelles intestines entre fractions "nationaliste-conservatrice" et "conservatrice-nationaliste" et le statut d'Özal, devenu président de la Ré-

publique dans des circonstances controversées. Par ailleurs, cette faiblesse du gouvernement va compliquer son contrôle de la bureaucratie civile et militaire. Face à la guérilla et au mouvement de masse, l'Etat a choisi de réaffirmer sa force, malgré le coût élevé de la solution militaire, qui fait déjà grincer les dents de certains secteurs de la bourgeoisie.

Mais l'irruption de la population civile, des femmes et des enfants, dans le conflit entre le PKK et l'Etat, remet à l'ordre du jour la dimension sociale de la question et modifie la nature du problème. Bülent Ecevit (3) l'a très bien compris, en déclarant : « Nous sommes face à une explosion sociale ». Et le "transfert social" effectué par le gouvernement en faveur des forces claniques traditionalistes de cette région ne fait qu'approfondir militairement le fossé social et fourvoyer la question dans une impasse.

Le point de non-retour

Pour chercher une amorce de solution, les partisans d'une auto-réforme du régime doivent avant tout faire tomber le gouvernement de l'ANAP. Ensuite, ils devraient trouver des interlocuteurs politiques dans la région. Car même si les forces indépendantistes, révolutionnaires, sont loin d'être majoritaires dans la région, de simples mesures administratives ne pourront certainement pas ramener le calme.

En réalité, toute réforme nécessite aussi des restructurations profondes et "révolutionnaires", tant dans la région que dans la vie politique turque. Mais quelles forces sociales sauront réaliser cette "révolution démocratique" dans la révolution démocratique ? Il faut rappeler que tous les grands partis bourgeois, même le SHP, s'appuient sur les forces claniques traditionnelles au Kurdistan. De plus, le Parti du bien-être (RP, islamiste) possède une force non négligeable dans la région.

Les récents événements et la lutte de guérilla se sont déroulés dans les régions les plus arriérées du Kurdistan, mais la vague va inévitablement atteindre les autres villes kurdes. Il ne sera plus possible de faire marche arrière sur la question nationale kurde. ★

Istanbul, 11 avril 1990

4) Bülent Ecevit, ancien Premier ministre et ex-leader charismatique de la gauche populiste turque ; actuel président du 4^e parti d'opposition, le DSP, Parti démocratique de gauche.

Le champ de bataille des négociations

LA MODIFICATION rapide de la situation internationale, en Europe de l'Est et en URSS, comme de la situation en Asie du Sud-Est, affecte profondément les conditions de la négociation cambodgienne. Pourtant, ce qui se passe dans le pays même n'en est pas moins important. Il s'agit en effet de tester l'évolution des rapports de forces après le retrait, en septembre 1989, du gros des forces vietnamiennes.

Intervenue fin 1978 pour renverser le régime Khmer rouge, l'armée vietnamienne du Cambodge a compté jusqu'à 200 000 hommes (1). Des années durant, son rôle est resté décisif. C'est elle qui a permis au nouveau gouvernement de Phnom Penh de se constituer et de se consolider. C'est elle qui a repoussé au-delà de la frontière thaïlandaise les forces de la coalition tripartite (2).

Hanoï garde certainement de nombreux conseillers civils et militaires au Cambodge. En novembre, des unités d'élite vietnamiennes ont été à nouveau envoyées, bien qu'en nombre limité, à Battambang, dans l'ouest du pays (3). Mais le régime de Hun Sen doit maintenant assurer lui-même l'essentiel de sa défense, ce qui représente un véritable tournant dans la situation intérieure. C'est d'autant plus vrai que la Conférence de Paris, réunie en août 1989, s'est terminée sur une impasse, alors qu'elle devait adopter un plan de règlement négocié du conflit. Cet échec diplomatique s'est confirmé lors de la Conférence de Djakarta, en février 1990. Le champ est donc resté libre,

Le Conseil de sécurité des Nations-Unies a tenté, en mars 1990, de préciser un plan de règlement du conflit cambodgien qui oppose depuis dix ans le régime de Phnom Penh, soutenu par le Viet-nâm, à une coalition tripartite, qui inclue le prince-président Sihanouk et les Khmers rouges, soutenue par la Chine et l'Occident. Ce plan accorde un rôle prépondérant à l'ONU qui se verrait chargée d'administrer le pays le temps d'organiser des élections générales. Mais certaines questions essentielles sont loin d'être résolues et les fractions cambodgiennes n'ont pas pu se mettre d'accord sur la mise en œuvre du plan.

Pierre ROUSSET

après le retrait vietnamien, pour une intensification de la guerre civile. Phnom Penh doit démontrer sa capacité autonome de combat. La coalition tripartite doit s'assurer, pour rester crédible, du contrôle d'une partie du pays.

était prévisible. Cependant, elles ont su mener des contre-offensives significatives, comme la reconquête de la ville de Svay-Check le 23 février, en profitant de la saison sèche qui leur permet d'utiliser une partie de leur matériel lourd.

Les Khmers rouges se sont rapidement emparés du centre minier de Pailing, importante position stratégique et économique (pour le trafic de pierres précieuses), dans le massif des Cardamones, proche de la frontière thaïlandaise. La coalition tripartite contrôle une bande de territoire le long des frontières occidentales et septentrionales du Cambodge, mais ce sont généralement des zones très peu peuplées.



« Les Khmers rouges n'ont pas disparu... » (DR)

1) Sur le régime Khmer rouge et l'intervention vietnamienne, voir *Inprecor* numéros 122 du 5 avril 1982, 123 du 3 mai 1982 et 196 du 13 mai 1985.

2) Les forces de la coalition tripartite comprennent, outre les Khmers rouges, l'Armée nationale sihanoukiste (ANS) et celle du Front national de libération populaire du Kampuchéa (FNLPK) de Son Sann. Les différences entre le mouvement sihanoukiste et celui de Son Sann, ancien ministre, sont plus de clans et de personnes que d'orientation politique.

3) Jacques Bekaert, *Le Monde* du 9 février 1990. Jean-Claude Pomonti chiffre à 2 000 le nombre de soldats vietnamiens qui ont été envoyés à Battambang en novembre 1989, après la chute de Pailing. Il évalue à peut-être 700 le nombre des conseillers vietnamiens présent dans le pays (*Le Monde* du 10 mars 1990).

L'insécurité règne sporadiquement dans de nombreuses régions du pays et les unités Khmers rouges peuvent opérer dans les environs de Phnom Penh. Mais aucun centre urbain important n'a encore été réellement menacé — même pas Battambang où il ne semble pas y avoir eu de réels combats, fin 1989, malgré des rumeurs alarmistes.

L'évolution de la situation militaire semble confirmer l'analyse des forces en présence que l'on pouvait faire dès avant le retrait de l'armée vietnamienne.

Les Khmers rouges

Plus de dix ans après la chute de leur régime, les Khmers rouges gardent leur cohésion et restent, sur le terrain, la principale composante de la coalition tripartite. Issus du mouvement communiste cambodgien, ils ont connu durant les années 70 une évolution profonde. Un nationalisme radical, de facture fondamentaliste et raciste, est devenu leur ciment idéologique essentiel. Derrière la façade égalitariste de leur programme, une structure de commandement à la fois occulte et sans appel a assuré la victoire, puis la pérennité de la direction identifiée à Pol Pot, face aux autres fractions du Parti communiste du Kampuchea (PCK). Dès avant 1978, leur base sociale, longtemps réelle, s'est réduite au fil des purges et s'est progressivement identifiée à leurs forces armées.

Après leur défaite de 1978-79, ils ont pu reconstituer cette armée et leur structure de commandement, grâce au refuge trouvé en Thaïlande. Ils ont fait bon usage de l'aide massive qu'ils ont reçue de la Chine surtout, mais aussi de Bangkok, d'autres pays de l'ASEAN (4), de l'Occident et, via les camps de réfugiés de l'ONU qu'ils administrent. Les Khmers rouges compteraient actuellement de 30 à 40 000 combattants, souvent aguerris, disciplinés et bien armés. Leur principale zone d'opérations se trouve à l'ouest du pays, dans le massif des Cardamones.

Mais leur faiblesse est évidemment politique. Il est difficile d'oublier, au Cambodge comme sur le plan international, le régime de terreur que la fraction Pol Pot des Khmers rouges a instauré une fois sa victoire acquise, dès 1975-76, sur l'impérialisme américain et sur d'autres composantes du communisme cambodgien. C'est cela qui explique que l'armée vietnamienne ait été vu par la population avec suspicion certes, mais également avec soulagement, quand elle est intervenue en 1978 — et que le retour récent de ses unités à Battambang semble être bien accueilli par les habitants de cette ville qui se trouve près de la ligne de front (5).

Les Khmers rouges conservent sans doute un réseau de contacts et de sympathisants au Cambodge. Autour de la frontière thaïlandaise, ils contrôlent une population réfugiée d'environ 100 000 personnes — dont les familles des soldats. Ils peuvent y recruter de force des porteurs, mais trouvent aussi des jeunes, sans emploi ni espoir d'émigrer, décidés à s'engager dans leur armée au lieu de croupir sur place. Les unités de guérilla peuvent aisément pénétrer en profondeur dans le pays, sous le couvert des immenses zones forestières de l'ouest et du nord. Les Khmers rouges n'ont pas disparus et ne disparaîtront pas, du moins tant qu'ils recevront une aide internationale effective et qu'ils pourront opérer à partir des camps de réfugiés.

Le Front national de libération populaire du Kampuchea (FNLPK) et l'Armée nationale sihanoukiste (ANS) sont les deux autres composantes de la coalition tripartite. Ils bénéficient de l'appui politique de l'Occident, à commencer par celui des Etats-Unis, et, pour l'ANS, de l'autorité symbolique que garde le prince-président Sihanouk. Ils contrôlent en Thaïlande d'immenses camps de réfugiés, comprenant peut-être 200 000 personnes. Ils ont reçu une aide matérielle considérable. Pourtant, leurs armées, estimées respectivement à 16 000 et 21 000 hommes restent militairement faibles. Leur principale zone d'opérations se trouve dans le nord-ouest du pays, au-delà de la ville de Sisophon qu'ils n'ont pas réussi à occuper jusqu'à maintenant.

Les composantes pro-occidentales de la coalition anti-Phnom Penh, et notamment Sihanouk, devraient, aux yeux des Etats-Unis, jouer un rôle central dans toute solution négociée du conflit. Mais, affaiblies par des luttes de fractions, engagées dans de trop nombreux trafics, elles n'ont pas su faire leurs preuves. Elles restent incapables de combattre avec efficacité les troupes de Phnom Penh et de marginaliser les Khmers rouges sur le terrain.

Un régime fragile

Dix ans après sa fondation, le régime de Phnom Penh reste fragile, mais il existe sur le plan militaire et administratif. L'armée gouvernementale comprend 30 à 40 000 effectifs, comme les Khmers rouges mais beaucoup moins aguerris — soit environ 150 000 hommes au total, en tenant compte des forces provinciales et des milices locales. La qualité et la discipline de ces troupes sont très inégales. Les forces régulières possèdent un armement lourd (artillerie, chars, avions) supérieur à celui de la guérilla adverse, mais qu'elles n'ont pas pleinement utilisé, de

peur, notamment, de provoquer un incident de frontière avec la Thaïlande en envoyant leur aviation au combat.

Une structure administrative, légère, a été mise en place jusqu'à l'échelon du village. Le régime s'appuie sur la peur des Khmers rouges et sur la faiblesse des sihanoukistes. Il reçoit ainsi une sorte de soutien passif de la part d'une partie notable de la population — dans la mesure, surtout, où il respecte le bouddhisme (redevenu religion d'Etat) et laisse faire en matière économique. Il risque, par contre, de perdre cet appui passif s'il ne sait pas convaincre qu'il fait tout ce qu'il peut pour obtenir la paix.

La libéralisation du commerce a favorisé un extraordinaire développement des échanges et des trafics de toutes sortes. Le Cambodge est devenu une plaque tournante entre l'ASEAN, le Japon, la Corée du Sud et Taïwan, d'une part, et le Vietnam (voire le sud de la Chine), d'autre part. Il est auto-suffisant en riz, exporte des produits forestiers, des fruits de mer, des peaux animales et des pierres précieuses. Il importe des produits de consommation, de la motocyclette d'occasion à la limousine flambant neuve. Dans l'immédiat, le gouvernement bénéficie de ce réveil économique. Mais des fortunes se font en renforçant une couche sociale de gros commerçants qui peut demain se dresser contre le gouvernement. La corruption s'étend parmi les fonctionnaires (fort mal payés) et les cadres, ce qui peut aussi lui aliéner la population.

Négociations et légitimité

En temps de guerre, des négociations de paix ne se réduisent jamais à un simple constat des rapports de forces. Elles sont un champ de bataille et influent — plus ou moins — sur l'évolution même du conflit. C'est particulièrement vrai au Cambodge, alors que les conséquences des bouleversements internationaux dans cette partie du monde restent à déterminer et qu'aucun mouvement ne peut se prévaloir d'une légitimité assurée.

Cette question, essentielle, de la légitimité pose en termes difficiles la question concrète du droit à l'autodétermination socio-politique du peuple cambodgien, car c'est avant tout de cela qu'il s'agit. Les forces en présence sont toutes khmères, bien que chacune ait son propre système d'alliances internationales. Les Khmers rouges ne sont pas de simples créatures de Pékin, pas plus que le régime

4) ASEAN : Association des nations du Sud-Est asiatique qui comprend la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie, les Philippines et Brunei.

5) Voir notamment l'article déjà cité de Jacques Bekaert.



Hun Sen ne l'est d'Hanoi — ou le prince Sihanouk de Paris ou Washington. Quoi qu'en dise la coalition tripartite, qui justifie son existence au nom du combat contre l'« envahisseur vietnamien », ce n'est pas une lutte de libération nationale. Il y a bien, au Cambodge, une guerre civile.

La souveraineté, présente ou future, du Cambodge n'est évidemment pas acquise. Intégré à l'ensemble indochinois, le pays risque de se voir subordonné au Viet-nâm. Basculant du côté de l'ASEAN, il risque tout autant, si ce n'est plus, de se voir subordonné à la Thaïlande. Sous les Khmers rouges, il s'est trouvé inextricablement intégré à la diplomatie anti-vietnamienne de Pékin. Administré par l'ONU, comme semble le prévoir le plan australien de négociation, il serait soumis aux accords entre grandes puissances. Sans assise populaire et légitimité historique, aucun régime ne peut garantir l'indépendance du pays dans cette partie du monde.

La légitimité peut procéder des urnes ; cela n'a jamais été le cas au Cambodge. L'histoire contemporaine de ce pays rend en fait fort aléatoire la tenue d'élections réellement représentatives, même sous le contrôle de l'ONU ! La colonisation française n'a pas été une école de démocratie, loin s'en faut ; l'indépendance non plus. Après avoir écarté les principaux mouvements de résistance, Sihanouk a inscrit sa propre légitimité dans la tradition de royauté de droit divin. Se transformant ultérieurement en prince moderne, il est resté un autocrate. Le coup d'Etat qui l'a

renversé en 1970, avec l'aide de la CIA, a ouvert une sombre période : celle du régime policier de Lon Nol, de la guerre américaine et de ses terribles bombardements aériens. La victoire des Khmers rouges, en 1975, a malheureusement débouché sur l'ère, plus sombre encore, des déplacements massifs de population, des purges sanglantes, de la liquidation physique des élites et du travail forcé.

La trame sociale déchirée

Avec l'avortement brutal de la révolution cambodgienne dans la terreur Khmer rouge, c'est la deuxième source moderne de légitimité populaire qui s'est vu vidée de tout sens : celle qui procède d'une lutte révolutionnaire de libération dans laquelle l'engagement de la population peut s'affirmer plus clairement encore qu'à l'occasion d'élections démocratiques. L'histoire contemporaine du Cambodge et le double traumatisme collectif provoqué par la guerre américaine et le régime Pol Pot, expliquent l'absence actuelle d'organisations représentatives.

La situation est différente de celle qui prévalait en Europe de l'Est. Le régime Hun Sen est en effet beaucoup trop faible pour étouffer toute opposition ouverte. L'impression générale de vide politique a des causes plus profondes ; la trame même de la société cambodgienne semble avoir été déchirée durant les années 70. Dans la dernière période, le processus de reconstitution de cette trame a commencé, notamment sur le plan religieux et économique. Mais il semble que l'on soit en

core loin du moment où une partie notable de la population sera en mesure de s'engager à nouveau dans l'action socio-politique.

Dans une telle situation, la question du pouvoir administratif et militaire se pose avec une acuité toute particulière. Le poids d'un mouvement cohérent et bien armé, comme les Khmers rouges, peut en effet être beaucoup plus important que ce que ses effectifs et son implantation limités ne laissent supposer. C'est sur cette question que les négociations ont jusqu'à maintenant buté.

Le règlement introuvable

Le désaccord le plus significatif est probablement celui qui touche à la composition d'une administration transitoire, chargée d'organiser des élections. Pour la Chine et la coalition qu'elle soutient, il faut établir un gouvernement où les quatre fractions cambodgiennes soient représentées à égalité. Le régime Hun Sen se retrouverait ainsi en situation de petite minorité et la présence des Khmers rouges au sein du gouvernement serait légalisée, ce qui leur donnerait une grande liberté d'action. Pour le Viet-nâm et Hun Sen, il faut, au contraire, reconnaître les deux gouvernements existants : le gouvernement de coalition tripartite d'un côté, celui de Phnom Penh de l'autre. Sur cette base, un cessez-le-feu pourrait être organisé sur place, ce qui laisserait, dans la situation présente, le régime Hun Sen en position de force.

La Conférence de Paris sur le Cambodge s'est terminée, en août 1989, sur un constat d'échec sur la définition d'un gouvernement de transition. Pour sortir de l'impasse, un rôle accru est aujourd'hui assigné à l'ONU. Les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations-Unies se sont réunis à plusieurs reprises pour en discuter (6). Toutes les parties concernées se disent d'accord sur ce principe, mais la conférence de Djakarta, en février 1990, a montré que cela ne réglait pas pour autant le problème de fond.

Pour le Viet-nâm et Phnom Penh, l'intervention des Nations-Unies peut permettre d'éviter la question insoluble de la reconnaissance des Khmers rouges. L'ONU aurait la charge de vérifier la mise en pratique des accords négociés et d'organiser les élections. Les deux gouvernements existants (celui de la coalition tripartite et celui de Phnom Penh) délégueraient ces responsabilités à l'autorité internationale, tout en restant en place et

6) La Chine, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'URSS sont les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

en continuant à administrer les zones sous leur contrôle. Pour la Chine et les Khmers rouges, par contre, l'intervention de l'ONU devrait s'accompagner de la dissolution de l'administration Hun Sen et, toujours, de la formation d'un organisme gouvernemental cambodgien quadripartite.

C'est dans ce contexte que l'Australie a proposé que l'ONU ne se contente pas de vérifier la mise en pratique des accords et d'organiser les élections. L'autorité internationale aurait pour tâche d'administrer temporairement le pays, c'est-à-dire de remplacer l'administration existante dans tous les domaines. A défaut d'un gouvernement quadripartite, la Chine pourrait s'accommoder d'une telle solution. C'est en effet le régime de Phnom Penh, en place, qui perdrait l'essentiel de ses moyens. Hun Sen ne s'y est pas trompé, qui a expliqué à la suite de la conférence de Djakarta qu'il était « prêt à discuter de la mise en place d'une administration civile de l'ONU durant la période de transition », mais qu'il « tenait à ce qu'il soit clair que cela ne voulait pas dire la dissolution du gouvernement de Phnom Penh » (7). Nguyen Co Thach, ministre des Affaires étrangères du Viet-nâm, a déclaré que « l'ONU ne peut pas mettre le Cambodge sous le contrôle gestionnaire des Nations unies car le Cambodge est un pays indépendant » (8).

L'hypothèque américaine

Le Conseil de sécurité de l'ONU a plus ou moins avalisé le plan australien, ce qui en dit long sur l'attitude distante de l'URSS par rapport à ses alliés indochinois. Mais on n'a pas précisé à quel point l'autorité internationale devrait remplacer l'administration khmer, ni indiqué les moyens dont elle disposerait. Car pour être mis en œuvre, le plan australien exigerait des moyens humains difficiles à trouver (un personnel international qualifié et parlant le khmer) et des ressources financières prohibitives. On doute, notamment, que Washington soit aujourd'hui prêt à s'engager à ce point sur le Cambodge.

L'administration américaine n'a, en effet, manifesté jusqu'à présent aucune volonté d'accorder une attention prioritaire au dossier cambodgien. Elle n'est certes pas indifférente au sort de l'Indochine et n'a pas oublié l'humiliation de sa défaite en 1975. Elle continue à faire payer au Viet-nâm sa victoire aussi cher que possible. Alors qu'il a engagé Moscou à intervenir, l'année dernière, en Roumanie, pour renverser le régime de Ceau-



sescu, l'impérialisme continue à prendre prétexte de l'intervention de Hanoï contre les Khmers rouges, en 1978, pour isoler le pays.

Les Vietnamiens espéraient que le retrait sans condition de leurs troupes du Cambodge mettrait fin au blocus diplomatique et économique organisé par les Etats-Unis. Il n'en a rien été. Washington oppose toujours son veto aux demandes de prêts que Hanoï présente au Fonds monétaire international (FMI). En octobre dernier, l'ONU a une nouvelle fois voté le maintien, à une majorité écrasante, de la reconnaissance du gouvernement de coalition — donc de la représentation Khmer rouge (9).

L'esprit de revanche impérialiste et la priorité accordée à la Chine semblent toujours tenir lieu de politique indochinoise. L'attitude de Washington sur la question des Khmers rouges est, de ce point de vue, frappante. Ces derniers constituent un moyen de pression efficace contre Phnom Penh et le Viet-nâm, mais ils représentent aussi un obstacle à la mise en œuvre d'une solution pro-occidentale au conflit cambodgien. Ils constituent en effet une force que ni Bangkok, ni Siهانouk ne peuvent prétendre contrôler.

Pourtant, l'administration américaine ne semble pas avoir profité de la situation difficile de Pékin, diplomatiquement affaibli après le massacre de Tiananmen de juin 1989, pour exercer à son encontre une pression décisive. La force des Khmers rouges tient en effet largement à l'appui politique et matériel que leur accorde la direction chinoise.

Les négociations sur le Cambodge se trouvent toujours dans l'impasse, mais il est possible que certaines données importantes se modifient dans le cours de l'année.

Les mois qui viennent seront décisifs pour tester les rapports de forces au Cambodge même. L'impact des bouleversements en cours en Europe de l'Est et en URSS va se préciser. La situation au Viet-

nâm est instable. Faute d'un appui assuré de la part de ses alliés traditionnels, le régime de Phnom Penh va dépendre, sur le plan économique, du développement incontrôlé du marché. Sur le plan diplomatique, il va chercher à améliorer ses relations avec certains gouvernements de la région. Tout cela va peser sur son évolution d'une façon qu'il est encore bien difficile de prévoir.

Compte tenu de la position de relatif retrait des Etats-Unis, des puissances régionales commencent à jouer un rôle plus important que par le passé. C'est le cas du Japon, bien entendu, mais aussi de l'Australie qui tente de supplanter la France sur le terrain diplomatique, au grand déplaisir de Paris qui continue à penser que l'Indochine appartient à sa zone d'influence. Aux Etats-Unis, des pressions s'exercent maintenant en provenance de la droite elle-même pour que Washington intervienne plus vigoureusement afin de promouvoir la "contre-révolution démocratique" en Asie et remette ainsi en cause sa politique chinoise (10).

La diplomatie thaïlandaise s'est notablement infléchie depuis l'accession de Chatichai Choonhavan au poste de Premier ministre, en 1988. Sur la question indochinoise, Bangkok avait tissé une alliance étroite avec Pékin et l'armée thaïlandaise n'avait pas ménagé son aide aux Khmers rouges, de façon à exercer une pression maximum sur le Viet-nâm. La position thaïlandaise sur la question des négociations s'est aujourd'hui assouplie, elle s'est rapprochée de celle de l'Indonésie qui a toujours jugé qu'il ne fallait pas favoriser un renforcement trop grand du poids de la Chine dans la région, au dépend du Viet-nâm. A terme, les propositions de l'ASEAN sur le règlement du conflit pourraient donc se modifier de façon importante.

Le cadre dans lequel se déroulent les négociations sur le Cambodge est donc en train de se transformer substantiellement, même si ce changement est progressif, tant sur le plan international que régional ou national. En ce domaine, l'année 1990 se révélera peut-être un tournant d'importance majeure. ★

17 avril 1990

7) Summary of World Broadcast FE/0703 A3/1.

8) SWBFE/0705 A3/1.

9) La résolution sponsorisée par l'ASEAN a obtenu 124 oui, contre 17 non et 2 abstentions. Fait significatif des évolutions en cours, la Hongrie a retiré son soutien traditionnel à la résolution sponsorisée par les pays indochinois.

10) Voir Carl Gershman (président du National Endowment for Democracy), "The United States and the World Democratic Revolution", *The Washington Quarterly*, Winter 1989.

FRANCE Vent d'Est

Tel était le mot d'ordre du rassemblement organisé par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVE Internationale), le 31 mars 1989, près de Paris. Un an après la grande fête organisée pour le cinquantième anniversaire de la IVE Internationale, près de 3 000 personnes sont venues pour participer aux forums, et débattre de la nouvelle situation à l'Est.

De nombreux invités des pays de l'Est étaient présents : Jozef Piniór (Pologne), Mikhaïl Malioutine (URSS), Tamasz Krausze (Hongrie), Pavlo Imsirovic (Yougoslavie), Petr Uhl (Tchécoslovaquie), Herbert Misslitz (RDA), Ina Merkel (RDA), Boris Stavrov (Bulgarie)... Les forums de l'après-midi abordaient différentes questions comme le réveil des nationalités, les luttes à l'Est, l'URSS de Gorbatchev, les jeunes à l'Est, les réponses à la crise du stalinisme, et enfin, l'onde de choc des bouleversements à l'Est à travers le monde. ★

URSS

A propos de Dieu



La très officielle revue sur la religion, *Nauka i Religiya*, de janvier 1990, a publié une étude basée sur une enquête de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences soviétique dans quatre régions : la République du Tadjikistan, la République autonome d'Ossétie du Nord, la région de Lvov en Ukraine et la région de Kémérovo en Russie. Dans ces quatre régions, le nombre des croyants dépasse celui des athées convaincus : 45 % contre 13 % dans le Tadjikistan ; 77 % contre 7 % dans la région de Lvov ; 39 % contre 8 % en Ossétie du Nord ; et 23 % contre 8 % dans la région de Kémérovo. Les autres sondés étaient soit indifférents à la religion soit non-croyants mais pas athées convaincus. Par rapport à une enquête similaire réalisée il y a quatre ans, le pourcentage des

croyants a augmenté partout.

Les autorités soviétiques prétendaient que la croyance religieuse ne touchait que les femmes, les personnes âgées et les couches de la population les moins cultivées. Or, les enquêtes ne vont pas dans ce sens. Si le rapport entre sexe et religiosité est respecté en Ossétie du Nord et dans les régions de Kémérovo et de Lvov, au Tadjikistan on a dénombré 5 % d'hommes plus religieux que les femmes. Le facteur âge ne fonctionne pas non plus : on trouve plus de croyants parmi les 16 à 29 ans que parmi les 50 à 55 ans : 26 % contre 15 % dans la région de Kémérovo, 50 % contre 45 % dans le Tadjikistan et 86 % contre 52 % dans Lvov.

Même la vieille affirmation selon laquelle le niveau le plus élevé de croyance se situerait chez les personnes les moins éduquées ne se vérifie pas : si au Tadjikistan les plus fervents sont les kolkhosiens, à Lvov, ce sont les ouvriers d'industrie les plus croyants, et les cols blancs (supposés être les mieux éduqués...) en Ossétie du Nord et dans la région de Kémérovo. ★

NOUVELLES DU MONDE



RFA

Colloque international sur Léon Trotsky à Wuppertal



Du 26 au 29 mars s'est tenu à l'université de Wuppertal, en République fédérale allemande, un colloque international sur Léon Trotsky, avec plus de 120 personnes de tous les coins du monde.

Chacun des participants a fait une contribution écrite sur un thème ; l'ensemble de ces contributions forme une masse de près de 1 500 pages dont une partie au moins sera publiée en plusieurs langues.

Le colloque était centré sur trois thèmes : le rôle de Trotsky en URSS, de la révolution d'Octobre à son expulsion du pays ; la contribution de Trotsky à l'analyse de la société soviétique et les contributions de Trotsky au développement du marxisme.

Une série de contributions ont abordé d'autres sujets : Trotsky et la révolution espagnole, Trotsky et la morale, et plusieurs soviétiques ont présenté des contributions sur Trotsky et la littérature. Greg Benton de l'Université de Leeds a traité de Trotsky et la révolution chinoise, thème également abordé par un universitaire de Pékin.

Les débats étaient vifs mais caractérisés par un esprit ouvert et pluraliste. Il n'y a pas eu de polémiques acerbes ni d'attaques *ad hominem*. Il est manifestement impossible d'énumérer ici les contributions au Colloque, mais il faut noter cependant les remarquables contributions de Kerstin Herbet, de l'Académie des sciences de la RDA, sur le traitement de Trotsky dans l'historiographie soviétique des cinq dernières années ; celle du professeur Felchtinsky de l'Université de Stanford (Etats-Unis) sur la validité de la conception particulière de la révolution mondiale de Trotsky à la lumière de l'échec manifeste du "socialisme dans un seul pays" ; celle du professeur Firsov, de l'Institut du marxisme-léninisme de Moscou, sur le rôle-clé de Trotsky dans l'élaboration de la politique de front unique du Komintern ; et celles de V.A. Koslov, du même Institut, et celle du professeur Britovsek, de l'Université de Ljubljana (Yougoslavie), sur la conception trotskyste du Thermidor soviétique.

Une des contributions les plus importantes a été celle de Vitaly Demitchev, de Moscou, sur l'actualité des idées de Trotsky à pro-

pos des problèmes de l'URSS.

Un jeune historien de la littérature de l'Université de Kazan, a présenté un résumé de sa thèse, la première consacrée à Léon Trotsky en URSS.

Le Colloque a été en outre marqué par de nombreuses révélations, comme la découverte de pièces d'archives qui semblent indiquer que Staline fit falsifier les résultats du vote dans l'organisation du parti de la capitale soviétique en 1923 autour des premières thèses de l'Opposition. Celle-ci aurait obtenu la majorité des voix.

D'autre part, plusieurs spécialistes soviétiques ont apporté des faits non connus sur l'étroite collaboration entre Lénine et Trotsky en 1922-23. Selon d'autres communications, une partie importante des dirigeants staliniens "modérés" (peut-être autour de Kirov) avaient été favorables à un rappel de Trotsky en URSS en 1932-33.

Vasetsly, hier encore spécialiste des publications anti-

trotskyistes à l'Agence *Novosti*, a annoncé la parution à grand tirage, dans quelques semaines, d'un volume d'"Oeuvres choisies de Trotsky" rédigé par lui. Pierre Broué a annoncé que sa monumentale biographie de Léon Trotsky paraîtra à Moscou.

Des exposés ont eu lieu de la part de scientifiques membres ou proches de la IVE Internationale, et d'autres courants se revendiquant du trotskysme.

Le Colloque a connu un moment d'émotion lorsque le jeune dirigeant du Club Boukharine des

Komsomols (Jeunesse communiste) de l'usine de camions Kamaz (140 000 salariés, la plus grande usine du monde), a demandé à la salle de se lever en l'honneur de Léon Trotsky, de Léon Sedov, de N. Boukharine, de Zinoviev, de Rakovsky, et de toutes les victimes de la terreur stalinienne.

Les anciennes victimes comme les anciens apologistes des bourreaux ont observé une minute de silence. Ainsi va l'histoire... ★



La barbarie en toute impunité

Il y a tout juste un an, le 15 avril 1989, Madeleine Lagadec, infirmière française, était torturée, violée et assassinée, après l'attaque de l'hôpital de campagne du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) salvadorien par un commando de parachutistes de l'armée gouvernementale. Un médecin argentin et deux auxiliaires de santé salvadoriens étaient assassinés dans les mêmes circonstances.

L'affirmation de l'armée salvadorienne selon laquelle ils auraient trouvé la mort lors de l'attaque, et non à la suite d'un interrogatoire "musclé", a pu être démentie grâce au témoignage d'une infirmière salvadorienne qui avait réussi à se cacher à quelques mètres de l'hôpital et après l'autopsie du corps de Madeleine effectuée en France.

La famille Lagadec et les membres du Comité de solidarité avec l'Amérique centrale de Brest ont constitué un collectif pour obtenir la condamnation du gouvernement salvadorien dans cette affaire et dénoncer les violations des droits de l'homme au Salvador.

La famille a déposé au parquet de Brest une plainte contre X pour « torture, assassinat et acte de barbarie » et un juge a mis en place une commission rogatoire. Mais l'enquête ne sera pas menée au Salvador si le gouvernement français ne fait pas pression sur son homologue salvadorien. Or, c'est là que le bât blesse : tenus au courant des faits depuis un an, ni le Premier ministre Rocard (dont un conseiller s'est entretenu avec une délégation du collectif), ni le président Mitterrand (qui a reçu une pétition signée par plus d'un millier de personnes) n'ont fait un

geste pour appuyer les démarches de la famille afin d'élucider les circonstances du décès de Madeleine et convaincre le gouvernement salvadorien de mener une véritable enquête. Comble de cynisme, le gouvernement français n'a même pas financé le rapatriement du corps...

Ce silence vis-à-vis du Salvador de Cristiani ne peut s'expliquer que par une volonté de garder de bonnes relations diplomatiques (et commerciales ?) avec ce pays d'Amérique centrale où la répression de l'armée a depuis causé d'autres victimes : les 1 500 habitants de San Salvador décédés dans les bombardements des quartiers populaires par l'armée lors de l'offensive du FMLN de novembre 1989, les six pères jésuites de l'Université centraméricaine de San Salvador massacrés de sang froid le 6 novembre par un commando de l'armée, et les centaines de militants syndicaux et d'organisations de défense des droits de l'homme assassinés lors de la répression qui a suivi l'offensive (voir *InpreCOR* numéros 298 et 299 des 27 novembre et 11 décembre 1989).

Depuis début mars, les médias français, jusque là entièrement silencieux sur l'assassinat de Madeleine Lagadec, ont commencé à s'intéresser à cette affaire, en s'interrogeant sur l'"étonnante passivité" du gouvernement Rocard. Mais, malgré cela, on continue à observer du côté des autorités françaises un étrange silence sur cette affaire. ★



NOUVELLES DU MONDE

Andreu Nin

La Fondation Andreu Nin, composée de nombreux intellectuels de l'Etat espagnol et de Catalogne mène actuellement une campagne pour que soient définitivement éclaircies les circonstances de la mort d'Andreu Nin et pour le laver ainsi que ses camarades, de toutes les accusations de "fascistes" lancées contre eux à l'époque du stalinisme triomphant.

Dans les années 20, Andreu Nin avait passé près de dix ans en Union soviétique en tant que secrétaire de l'Internationale syndicale rouge (ISR), dont il était le délégué dans le Comité exécutif du Komintern ; il était également membre du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) et député du soviet de Moscou. Entre 1928 et 1930, il fut l'un des principaux animateurs de l'Opposition de gauche en URSS. De retour en Catalogne, il impulsa, en 1935, la fusion entre le Bloc ouvrier et paysan (BOC) et la Gauche communiste dans le Parti ouvrier d'unité marxiste (POUM), dont il fut le secrétaire politique jusqu'à sa mort ; il fut également commissaire à la justice dans le conseil de

la *Generalitat* républicaine de Catalogne. Le 16 juin 1937, il fut enlevé à Barcelone puis détenu et assassiné à Alcala de Henares, à l'âge de 45 ans.

Toutes les recherches réalisées jusqu'à présent mettent en évidence l'implication d'agents de Staline dans ce crime. En septembre 1989, la Fondation Andreu Nin a officiellement demandé à la commission de réhabilitation du PCUS et au gouvernement soviétique de pouvoir accéder à toutes les archives pouvant permettre de « rétablir la vérité historique ». Elle a demandé également que « soit reconnu le caractère calomnieux des accusations lancées contre Andreu Nin et le POUM d'être des agents fascistes ». L'action de la Fondation a été appuyée par de nombreuses signatures de personnalités à travers le monde.

En Catalogne même, le Conseil national du Parti des socialistes de Catalogne (PSC) a décidé en novembre 1989 d'appuyer les demandes de la Fondation ; et, en décembre, *Treball*, l'organe du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC, parti communiste catalan) a publié un éditorial où il appuie également la réhabilitation de Nin et affirme que « si durant l'enquête, il apparaît que le PSUC a eu des responsabilités dans cette affaire, nous ne les cacherons pas, au contraire ». ★



La guerre civile espagnole
au Pays basque
et en Catalogne
Contrastes et convergences

Miguel Romero



Abonnez-vous aux
**Cahiers d'étude
et de recherche**

La revue de
l'Institut International
de recherche et de formation

5 numéros des CER : 100 FF ;
10 numéros 200 FF
chèques à l'ordre de
Pierre Rousset, Virements au
CCP Paris 11 541 97T.
Envoyer à CER, 2 rue Richard
Lenoir, 93108, Montreuil,
France

N°13 La guerre civile espagnole au Pays basque et en Catalogne, par Miguel Romero, 48 pages, 25 FF

Au Pays basque et en Catalogne, la défense de la République, la mobilisation révolutionnaire des travailleurs et la lutte antifasciste se déroulaient dans deux contextes nationaux différents et spécifiques. M. Romero développe une analyse comparée de la guerre civile de 1936-1938 dans les deux pays.

INpreCOR

